

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
COOPÉRATION FORESTIÈRE
EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} décembre 1926, à 2 heures

PAR

Michel MOSANDREÏ

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM HITIER, professeur.} \\ \text{MAUNIER, professeur.} \end{array} \right.$



PARIS
JOUVE & C^o, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

—
1926

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
COOPÉRATION FORESTIÈRE
EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} décembre 1926, à 2 heures

PAR

Michel MOSANDREÏ

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants : $\left. \begin{array}{l} \text{MM. HITIER, professeur.} \\ \text{MAUNIER, professeur.} \end{array} \right\}$

PARIS
JOUVE & C^e, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15
—
1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA MÈRE

A MON PÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- Bourgeois (Léon).* — Solidarité. Edit. Armand Colin, 1925.
- Barrault (H.) et Alfassa (M.).* — Coopération et socialisme. Ed. Rivière.
- Descombes.* — Eléments de Sylvonomie. Ed. Imprimeries Gou-naeilhou, Bordeaux, 1913.
- Fouillée (A.).* — Les éléments sociologiques de la morale. Edit. F. Alcan, 1905.
- Gide (Ch.).* — La coopération. Edit. Sirey, 1922.
- Les associations coopératives agricoles. Edit. Associat. pour l'Enseignement de la coopération, 1926.
- Guyot (Ch.).* — Manuel de Droit forestier. Ed. Berger-Levrault.
- Gaumont (J.).* — Histoire abrégée de la coopération. Edit. F. Rieder et Cie, 1921.
- Halevy (El.).* — Histoire du peuple anglais. Ed. Hachette, 1913.
- Halevy (D.).* — Essais sur le mouvement ouvrier en France. Ed. G. Bellais, 1901.
- Jullian (C.).* — De la Gaule à la France. Ed. Hachette, 1922.
- Michel (H.) et Lelong (E.).* — Précis de législation forestière. Edit. Berger-Levrault, 1901.
- Moruzi (N.).* — La richesse forestière roumaine. Edit. Jouve et Cie, 1924.
- Poisson (E.).* — La république coopérative. Edit. Grasset, 1923.
- Souchon (A.).* — Les cartels en Allemagne. Ed. Armand Colin, 1903.
- Jorga (N.).* — Histoire des Roumains. Edit. H. Paulin, Paris, 1921.

- Decharme (P.)*. — Mythologie de la Grèce antique. Edit. Garnier Frères.
- Zielinski (T.)*. — La Religion de la Grèce antique. Edit. « Belles Lettres », 1924.
- Angelesco (N.)*. — Cooperatia si socialismul. Edit. « Albert Baert », Bucarest, 1922.
- Botez (C.)*. — Legiuri silvice. Edit. « Cultura Nationala », Bucarest, 1925.
- Mladenatz (G.)*. — Problemele actuale ale miscarei cooperatiei mondiale. Ed. « Cultura Nationala », Bucarest, 1926.
- Magearo (V.) et Mladenatz*. — Reforma cooperatiei. Edit. « Cultura Nationala », Bucarest, 1925.
- Galan (A.)*. — Nasterea si dezvoltarea cooperatiei moderne. Edit. « Lucia », Bucarest, 1926.
- Raducanu (J.)*. — Fapte si idei in cooperatia romaneasca. Edit. « Stroila », Bucarest, 1916.
- Cooperatia romana in cadru cooperatiei mondiale. Edit. « Reforma sociala ».
- Tasca (G.)*. — Capitalismul roman si cooperatia. Edit. « Reforma sociala », Bucarest, 1926.
- Turneano (G.)*. — Exploatare lemnului in cooperatia romaneasca. Edit. « Globus », Bucarest, 1925.
- Zeletin (St.)*. — « Cooperatia romana ? » Edit. « Pagini agrare si sociale », Bucarest, 1924.

REVUES ET JOURNAUX

- Revue des études coopératives.*
- Touring Club de France.*
- Cooperatia.*
- Revista Padurilor.*
- Revue des Eaux et Forêts.*
- Argus, etc. . .*

LA

COOPÉRATION FORESTIÈRE

EN ROUMANIE

INTRODUCTION

Le ^{xviii}^e comme le ^{xix}^e siècle, avec la division de plus en plus grande des fortunes, avec l'esprit chrétien qui de plus en plus pénétrait les masses populaires, avec l'instruction et surtout avec l'amour de quelques grands hommes pour le peuple, ont déclenché une floraison des théories et des doctrines qui gravitaient toutes autour d'un renouvellement social, basé sur l'amour, l'égalité, ou bien la solidarité des classes.

Mais si le nombre de ces systèmes était grand, beaucoup d'entre eux devaient tomber dans le discrédit ou l'oubli le plus complet, pour ne laisser survivre qu'un faisceau de quelques principes bien modestes, issus des milieux ouvriers ; nous voulons parler du mouvement coopératif.

Cette doctrine, ayant pour but d'aider les classes pauvres sans déclarer la guerre aux riches, poursuivant l'intérêt de tous et restant le plus souvent en dehors de tout mouvement ou parti politique, se

préparait la meilleure voie du succès. Nous disons simplement la voie, car même dans les pays où la coopération devait prendre son plus grand développement, elle reste encore loin de la réalisation de son vaste programme.

Comme nous allons le voir au cours de cet ouvrage, la Roumanie ne devait pas demeurer si longtemps étrangère à ce mouvement, et vers la fin même du xix^e siècle, on entendait déjà parler d'une coopération avec un caractère plus ou moins local.

Pour nous rendre compte d'une façon plus objective et plus approfondie de ce qu'est la *coopération forestière* roumaine, cette forme tout à fait *nouvelle* et *rare* du mouvement tout entier, nous avons cru utile de rappeler ici, et en quelques mots, la naissance de ce courant à l'étranger. On pourra ainsi mieux apprécier la solidité du terrain dans lequel a poussé la coopération roumaine, et ainsi le destin de ces jeunes branches, qui sont les *associations forestières*.

Si le pays où la coopération vit d'abord le jour fut l'Angleterre, ce fait est dû moins au hasard, qu'à une multitude de circonstances favorables, dont nous nous bornerons à citer ici les principales, à savoir : la prospérité de la Compagnie des Indes orientales, la transformation des méthodes de culture, dont le résultat direct fut la fameuse éviction des « yeomen », enfin le machinisme de jour en jour plus puissant et qui produisant et luttant économiquement conformément aux principes de l'école libérale, inau-

gurait inconsciemment la période de crises et de malaises ouvriers, auxquels les pionniers de Rochdale devaient apporter les premiers remèdes sous la forme de l'association coopérative de consommation. En France sous un cristal moins pur — les causes étant de beaucoup plus atténuées — nous pouvons suivre la même courbe de l'évolution d'un Etat agricole vers l'industrialisation, et vers ce qu'on a appelé plus tard le régime capitaliste. Mais ici les palliatifs apportés aux souffrances ouvrières, furent un peu différents de ceux d'Outre-Manche, car les nombreux essais n'ont abouti qu'à des doctrines socialistes, dont un Proudhon, un Louis Blanc, un Cabet entre tant d'autres, furent les promoteurs.

Pourtant dans cette rouge aurore socialiste, se découvraient quelques teintes plus atténuées, qui s'inspiraient des préceptes éléments de la morale chrétienne, nous voulons signaler les idées associationnistes d'un PH. BUCHEZ.

Après le désastre des ateliers nationaux, et après la désillusion de tant de doctrines socialistes, les ouvriers vinrent en masse se grouper autour d'une nouvelle idée, qui était celle du mouvement coopératif, ayant des buts plus tangibles, dans une organisation moins révolutionnaire.

La forme coopérative qui devait naître, était celle de l'association de production.

Donc, schématisant à sa dernière expression les causes du mouvement coopératif en Angleterre comme en France, nous trouverons d'un côté la

multiplication de la classe ouvrière, d'un autre les mauvaises conditions sociales causées à cette classe par l'industrialisation moderne (1).

Mais si dans la République le mouvement coopératif a moins pris qu'en Angleterre, l'explication, croyons-nous, doit être surtout cherchée dans l'hostilité des lois françaises, et l'immixtion de l'Etat dans le début même du mouvement coopératif, paralysant ainsi tout esprit d'initiative et tout intérêt de travail.

Mais si au début du xix^e siècle l'Angleterre et la France comptaient parmi les pays depuis longtemps cristallisés en Etats unitaires, avec un commerce et une politique industrielle bien définie, on ne pouvait pas en dire autant de l'Allemagne, divisée en une multitude de despetits Etats, avec leurs marchés nationaux, leurs tarifs douaniers, leurs corporations d'artisans, etc...

Il fallait attendre l'Union Douanière de 1834, et les effets des doctrines protectionnistes, pour pouvoir parler dans ce pays d'un commencement d'industrialisation et d'un problème ouvrier. L'Allemagne était retenue dans un réseau inextricable d'entraves commerciales et de coutumes moyenâgeuses, qui ne furent abolies que sous la pression des événements politiques extérieurs. La chose est tellement vraie, que l'Union accomplie, on a pu même enregistrer des mouvements contraires des foules artisanes —

1. Voir en ce sens : J. Gaumont, *Histoire de la coopération en France et à l'étranger*.

surtout dans le sud de l'Allemagne — qui liguées contre les libertés nouvelles, exigeaient vivement du gouvernement la restauration des anciennes corporations et marchés.

Nous pouvons nous demander dans ce cas, comment alors dans un milieu si hostile à toute solidarité prolétarienne, a pu naître un mouvement coopératif ?

C'est justement ici le moment de remarquer que si la coopération est née des classes ouvrières, si elle en est leur produit authentique comme nous l'avons pu constater, il arrive quelquefois, qu'introduite d'en haut, et accommodée aux besoins d'autres classes que celle des ouvriers, si dans cette nouvelle direction les besoins sont tout aussi impérieux que chez les ouvriers, elle peut donner des résultats tout aussi satisfaisants.

En effet ce qui caractérise le mouvement coopératif allemand c'est précisément qu'il n'a pas une origine prolétarienne et qu'il n'a pas jailli spontanément de ce sol. Les petits bourgeois-artisans, pour pouvoir se procurer les machines et les capitaux dont ils avaient besoin, afin de pouvoir tenir tête à la grande industrie étrangère, se sont réunis dans des associations du genre coopératif, suivant les idées de quelques initiateurs cultivés.

Après eux les petits propriétaires ruraux et les paysans, pour arriver à se procurer l'argent, les engrais, les instruments agricoles, dont ils avaient besoin et endiguer la vague des blés qui venait du

nouveau monde, ont trouvé eux aussi tout leur intérêt à se solidariser, imitant leurs collègues, les artisans. Mais remarquons-le encore une fois, ces idées de coopération ne sont pas nées dans leur milieu, elles ont été données par les économistes du temps : un Victor Maria Huber, un Shulze de Delitzsch, un Raiffeisen, qui à leur tour s'inspiraient des doctrines coopératives étrangères. Voici pourquoi on ne doit pas être injustement trop sévère, et réduire un peu puérilement toute vraie coopération, à la spontanéité, ou bien à l'évolution sociale, comme certains écrivains ont fait en examinant ce mouvement en Roumanie.

En effet après sa guerre de l'indépendance, ce pays élevant sa prospérité, ou tout au moins voulant l'élever sur un socle d'idées démocratiques, fut parmi les premiers Etats d'Orient à adopter ce nouveau courant, espérant ainsi arriver à la réfection de ces classes rurales. Elle n'a pas eu de désillusions, car avec tous leurs défauts d'organisation, les *banques populaires*, comme les *associations d'affermage* (Obsti), si elles n'ont pas résolu d'une façon définitive le problème paysan ; tout au moins éduquant, aidant, tranquillisant les classes rurales, les ont magnifiquement préparées pour la grande réforme agraire qui devait s'accomplir quelques années plus tard. Mais si avec l'expropriation des grands « latifundia », l'immense majorité des classes paysannes ont vu leur désir séculaire réalisé, il existait pourtant une petite fraction de la population rurale, qui cachée parmi les vallées et les gorges des mon-

tagnes, était à cause de cette situation même, *sans terres labourables*. L'encouragement à l'industrie du bois avec le développement des *coopératives forestières*, devait dans la pensée des gouvernants, former un heureux contre-poids (1). Les résultats obtenus par ces dernières associations ont-ils égalé ceux des banques populaires et des associations d'affermage ? Sommes-nous, avec ces sociétés forestières, dans la vraie voie coopérative ? L'intervention de l'Etat est-elle un bien ou un mal ?

Voici beaucoup de questions auxquelles nous nous sommes efforcé de répondre de la manière la plus impartiale, vu surtout que toujours jusqu'à ce jour, nous nous sommes tenus à l'écart de tout mouvement politique de notre pays, comme de tout engrenage coopératif.

Enfin parce que bien juger c'est avant tout bien comparer, nous n'avons pas craint d'introduire à travers notre ouvrage un étroit parallèle avec ce qu'on a fait et ce qu'on a expérimenté ailleurs.

Dans la mesure du possible et conformément à une vieille tradition roumaine, nous avons toujours tâché de rester le plus près possible de la France.

Si la coopération forestière, par sa nature comme par ses fins présente assurément un intérêt social de premier ordre, elle concerne par contre un sujet d'une surface très limitée, où les écrits comme les données statistiques manquent complètement, ou

1. Voir nos conclusions.

bien sont très rares, faits qui se sont réunis pour alourdir notre travail, on peut dire de pionnier, dans cette nouvelle branche coopérative.

Nous voulons justement à cause de cela, remercier ici tous ceux qui ont bien voulu nous indiquer ou mettre à notre disposition les données nécessaires à cette fin, et tout spécialement notre maître le Pr W. Oualid, et MM. A. Arnould et G. Turneano.

Appuyant nos affirmations sur les grandes idées des précurseurs du mouvement coopératif, des illustres coopérateurs actuels, comme sur les écrits des économistes roumains les plus en vue, nous croyons élever un édifice suffisamment solide, pour rester à l'abri des premiers orages.

CHAPITRE PREMIER

Le sol et la race.

Un des plus anciens voyageurs qui aient visité l'Egypte, Hérodote d'Halicarnasse, a résumé l'impression que produisit sur lui cette riche contrée des pharaons, en une seule phrase : « L'Egypte est un don du Nil. »

Sans trop exagérer, nous pouvons dire aujourd'hui, du peuple roumain, qu'il est un don des Carpathes.

En effet, si nous considérons cette race dans ses frontières linguistiques, nous pouvons la circonscrire à peu près dans ses limites actuelles, c'est-à-dire : la Theiss à l'Ouest, le Dniester à l'Est, les plaines de Galicie et de Podolie au Nord, le Danube au Sud.

Cette vaste contrée, d'une superficie d'environ 300.000 kilomètres carrés, est traversée d'un bout à l'autre — comme d'une colonne vertébrale — par la chaîne montagneuse des *Carpathes*, chaîne qu'on doit considérer comme le berceau de tous les Roumains. « Eh bien, ces *Carpathes* représentent la patrie ancienne, traditionnelle de la race roumaine, autochtone dans ses rochers, aussi bien que dans

« les profondes vallées qui se creusent entre les dernières ramifications boisées de la montagne.

« Observez d'abord leurs noms : la citadelle des Carpathes qui recouvre toute la région de ses lignes, qui sont comme les circonvolutions fécondes de pensée et d'impulsions, était appelée jadis par les Magyars, envahisseurs tardifs, incapables de la coloniser à eux seuls, *la forêt, la forêt du roi*; elle correspond en Orient à la grande forêt de la Serbie, allant de Belgrade jusqu'à Niche, et qui dévora, par tous les dangers qu'elle recélait, un grand nombre de croisés, ou bien encore à ces grandes forêts de l'Occident, la Heracynia de César et de Tacite, la forêt des Ardennes du moyen âge, qui recouvre le plus souvent les replis montagneux(1). »

L'illustre Pr N. Iorga nous montre plus loin dans son *Histoire des Roumains*, que la *Muntenie*, pays de la montagne, où habite les montagnards, les *Munteni*, a été baptisée de ce nom par leurs voisins les Moldaves, d'une création plus récente. Citons encore ce véridique et pittoresque passage : « Les bergers dont l'activité errante à travers les vallons, commence l'histoire du peuple roumain, sont le produit de la montagne tout aussi réellement que ses pins et ses mélèzes. »

Et plus loin : « La montagne est tellement familière au Roumain, qu'elle n'a pas de nom distinctif. Peut-être s'appelait-elle jadis le *Caucase*, mais ce

nom même ne signifie pas plus que celui des *Alpes*, car il vaut autant que le terme commun de *rocher*. »

C'est dans les livres d'école que les jeunes Roumains apprennent le nom des Carpathes; pour le peuple c'est tout simplement *Muntele*.

Maintenant oubliant pour un moment l'histoire et nous adressant simplement à son folklore, à la manière dont il bâtit ses maisons, dont il fabrique sa vaisselle, à la manière dont il clôture ses jardins, tout nous montre sa vie dans le passé mêlée de près avec celle des forêts.

La légende même de la fondation de la principauté moldave est étroitement liée à une fameuse chasse à courre — à travers les *forêts et les montagnes* — contre un fabuleux bison, que le prince Dragos tue sur la terre moldave. Sa tête barbue, illuminée d'une étoile, figure encore sur les armoiries de notre pays.

Les chansons populaires, les *doinas*, qui à travers des siècles ont été remplies des larmes d'un peuple morcelé, sont souvent sifflotées sur les feuilles des arbres.

La forêt a été toujours la grande et la bonne amie du Roumain. Les premières capitales de l'actuel royaume : Campu-Lung, Curtea-de-Argess, Targoviste, ont été bâties à l'ombre des montagnes, à proximité des défilés, non point, quant aux habitants dans le but de s'enfuir, mais au contraire, pour réussir à se défendre du Nord comme du Sud.

Après avoir vu quel était le berceau de ce peuple,

nous pouvons nous demander avec juste raison, pourquoi il s'est perché sur les plateaux neigeux et dans l'épaisseur des forêts, quand, à quelques heures de marche à pied, s'étendait devant lui des plaines d'une fertilité traditionnelle?

Pour bien élucider cette question, jetons un coup d'œil sur la formation de ce peuple.

C'est une chose très bien connue des historiens comme des ethnographes, que toujours les peuplades autochtones, quand elles n'ont pas réussi à résister devant les envahisseurs, se sont enfuies, ou bien se sont retranchées derrière les ruptures de terrain, derrière les abris naturels, qui très souvent leur ont été fournis par les montagnes (1).

Le même phénomène s'est produit à différentes époques, avec les peuples autochtones établis dans les plaines valaco-moldaves ou transylvaines.

Laissant complètement dans l'ombre les peuplades préhistoriques, habitant ces parages, disons ici simplement que le premier homme qui nous a parlé des tribus d'une certaine importance fixées dans ces endroits, a été *Hérodote d'Halicarnasse*.

Ce chroniqueur passant l'Ister et visitant la Scythie, dans le but d'amasser des documents pour son histoire de la guerre entre les Grecs et les Perses, nous laissa accidentellement quelques ren-

1. Elisée Reclus, *Les colons romains de l'île de Crète devant les Sarrazins; Les populations autochtones de Tyrol et de Retie devant les mêmes barbares destructeurs de l'Empire romain; Les aux-Rouges devant les Peaux blanches*.

seignements assez succincts, pourtant les seuls qui éclairent la vie de nos premiers ancêtres.

Une grande superficie territoriale, parce qu'elle comprenait non seulement le pays roumain d'aujourd'hui, mais aussi la Péninsule Balkanique entière, avec les îles de l'Archipel et les vallées de l'Asie Mineure, fut vers l'an 500 avant Jésus-Christ, la patrie des *Thraces* et de leurs proches parents, les *Illyriens*. La différence de ces peuples frères consistait peut-être seulement dans leur manière de vivre.

Pendant que l'Illyrien était marin, ou pasteur dans la montagne, le Thrace au contraire, dépassant la phase de la transhumance, était devenu un peuple terrien, agricole. La *race thrace*, comprenait à son tour plusieurs clans : les *Odryses*, les *Gètes*, les *Corobyses*, les *Trabales*, les *Daces*, les *Sabires* et probablement les *Agathyrses*.

Ils avaient leurs rites et leurs chefs militaires.
« Pour fortifier encore ces liens, une religion nouvelle surgit à l'époque historique, ayant son prophète, Zamolxis, ses grands prêtres, comme Décée, ses autels sans doute, ses cérémonies, qui réunissaient les rameaux du même arbre national (1). »

« *Lysimaque*, un de ces rois qui se proposèrent d'imiter Alexandre, et les anciens monarques perses, dut combattre contre *Droumichète chef*

« des Gètes et il fut vaincu par les guerriers de ce dernier (1). »

Mais de tous ces clans et tribus dont nous parlent Hérodote, Thucydide, Dion Casius, Atheneus, etc..., les plus riches furent assurément les *Agathyrses*, qui s'adonnèrent à l'exploitation des mines aurifères et à la culture des abeilles.

Au delà de l'Ister, nous dit Hérodote, la terre est tellement couverte d'abeilles, que la circulation en est gênée.

Evidemment ce pays de cocagne, où l'or et le miel coulaient, ne pouvait faire de ses habitants qu'un peuple mou et enclin aux plaisirs. Du reste leur nombre étant assez restreint, ils durent céder la place à leurs frères beaucoup plus nombreux et plus guerriers, les *Daces*. Ceux-ci donnèrent avec le temps le caractère définitif au pays.

Nous les trouvons mentionnés pour la première fois dans les livres de Strabon, qui nous les montre comme habitants autochtones du *Banat* et de la *Transylvanie*.

« Les Romains les appelaient *Davi*, *Daü*, comme « spécifiant : habitants des villages, paysans, par « opposition aux Gètes, qui possédaient des établis-
« sements plutôt semblables, bien qu'à un degré « inférieur, aux cités des Gaulois (2). » Leurs chefs portaient le bonnet phrygien, qui s'est transformé

1. N. Jorga, *Hist. des Roumains*.

2. *Idem*.

de nos jours dans la *caciula* du paysan roumain.

La capitale de ce peuple était *Sarmisegethusa*, située au milieu des admirables cirques des Carpathes. Cité fière de qui dépendait la multitude de villages qui se cachaient dans les vallées transylvaines. Leur puissance sous *Boenebista* était devenue telle, qu'elles arrivèrent jusqu'à remplacer sur la rive droite du Danube la royauté macédonienne. Malheureusement, le peuple dace rencontre dans son expansion un autre grand peuple, non pas peut-être plus brave que lui, mais autrement organisé et armé, *le peuple romain*. Des guerres acharnées commencent, qui devaient aboutir à la victoire définitive des *Romains*.

Mais si officiellement à peine sous AUGUSTE la Thrace commence à voir les aigles des légionnaires latins, les émigrations des classes populaires durent s'effectuer longtemps avant, et cela à cause de l'accroissement des villes d'Italie, dont les territoires de plus en plus élargis expropriaient les paysans pauvres. Grâce à ce phénomène, se produisit une forte émigration rurale vers l'Illyrie, vers la Pannonie, comme aussi bien à l'ouest, vers la Gaule méridionale.

Puis longtemps après, ce qui décida TRAJAN à la conquête de la Dacie, fut probablement moins ses richesses, ses mines d'argent et d'or, que le besoin de défendre l'empire contre les hordes barbares : « Déjà, les mouvements des *Goths* au nord et à l'est « du territoire thrace, faisaient prévoir une autre

« phase du grand conflit, entre le monde romain et « le monde germanique. Trajan en attaquant *Décé-bal* crut détruire dans son germe ce nouveau danger (1). » C'est-à-dire l'éviter, en donnant à son empire la fortification naturelle des montagnes. Après deux campagnes en 101 ap. J.-Chr. et en 105 ap. J.-Ch., expéditions très meurtrières et très coûteuses, les Romains réussirent à se rendre maître de la montagneuse Sarmisegetusa, où les chefs daces assiégés à côté de Décébale et de ses fils, se donnèrent la mort en s'empoisonnant.

Le pays conquis, des colons furent amenés immédiatement, et *d'ex toto orbe romano*. Mais ce qui est plus important à établir pour nous, c'est de connaître le sort de la population autochtone, ce qu'elle est devenue.

Les Daces ont-ils été exterminés comme le prétend Eutorge? Rationnellement la chose était impossible. La population mâle du pays avait peut-être été décimée, mais il restait les enfants et les femmes. Cette population va subsister et nous la rencontrerons mêlée au grand travail de romanisation qui s'est continué avec force, jusqu'en 275 après Jésus-Christ, quand Aurélien, sous la pression des nouvelles hordes barbares, dut abandonner la province.

A ce moment se forme *l'idiome roman*. Nous ne devons pas oublier la grande aide qu'a dû être le Christianisme déjà puissant, avec son atmosphère de conciliation et de paix.

I. M. Jorga, *Hist. des Roumains*.

Cette malheureuse population daco-romaine, qui devait enfanter plus tard la nation roumaine, a été ainsi laissée en proie aux envahisseurs, qui pendant *dix siècles*, avec tour à tour : *les Goths, les Gepides, les Huns, les Avars, les Slaves, les Hongrois et les Tartares*, ont saccagé les plaines et les villages de l'ancienne province romaine.

Devant ces sauvages envahisseurs, les Daco-Romains abandonnèrent tout, et durent se réfugier au fond des Carpathes, dans leurs immenses forêts, ou sur leurs vastes plateaux. A l'abri de l'ouragan impétueux qui soufflait de toutes parts, ils ont sauvé avec leur vie, leur langue et leurs coutumes, certainement intactes jusqu'au v^e ou vi^e siècle. A ce moment un événement important se produisit.

Informés que dans leurs plaines de paisibles toits fumaient de nouveau sous le ciel bleu, que des immenses champs de blé se balançaient au soleil ; doucement, peu à peu, ils se sont décidés à quitter leurs citadelles, pour venir lier des relations avec les nouveaux intrus, de mœurs assurément plus douces, et qui n'étaient autres que les *Slaves*.

Pourtant ce peuple de montagnards farouches, pas même à ce moment n'avait cessé d'attendre les aigles de Rome pour qu'elles viennent les affranchir de ces nouveaux hôtes non invités.

Mais comme ces aigles n'ont plus jamais repris leur vol, la population daco-romaine a fini par se confondre avec ces restes slaves — des hordes qui se dirigeaient vers le sud — pour donner nais-

sance au *peuple roumain*. Peuple qui pendant son destin tourmenté a dû encore souvent, devant des ennemis plus forts, reprendre le chemin des hauts plateaux, mais heureusement pour lui cette fois-là pour des périodes plus courtes.

Il y a seulement quelques années, quand, d'un côté devant l'invasion germano-balkanique, d'un autre côté devant la trahison russe, écrasé par le nombre et par les engins de guerre, ce peuple amoureux de sa terre, pour sauver au moins la moitié de son pays, a dû se barricader dans les Carpathes moldaves, qui restant inexpugnables jusqu'à la fin, ont défendu l'honneur d'un peuple et la force d'une idée.

Si nous avons consacré ces quelques lignes à ce trop bref aperçu historique, cela a été fait dans le seul but de mieux mettre en lumière la vie intime qui pendant des siècles a régné entre la population de ce pays et ses forêts, et retrouver peut-être comme une lointaine explication la prospérité inaccoutumée et l'amour tenace que le paysan roumain a voué à ses domaines boisés, à ses coopératives forestières, qui, s'il les aime, il y a été, malheureusement, trop peu aidé à les comprendre.

CHAPITRE II

La situation orographique de la Roumanie.

Superficies forestières, leur distribution par rapport avec les essences ligneuses et la population.

Conformément aux dispositions du Traité de Versailles et conformément au principe établi, que chaque peuple puisse se gouverner lui-même, les différentes provinces roumaines, appartenant aux empires austro-hongrois et russe, ont décidé de se rattacher à leur patrie mère.

Ainsi tour à tour : la Bessarabie, l'Ardéal, et la Bucovine, ont été intégrées à l'ancien Royaume.

De cette manière complété, le pays roumain possède aujourd'hui une superficie de : *316.000 kilomètres carrés*, avec une population d'environ *17 millions d'habitants*, dont, pour la grande majorité, des paysans. Pays très riche, ayant dans son sous-sol : du pétrole, du sel, du charbon et même en petites quantités de l'or, son sol déploie à perte de vue ses céréales et ses forêts magnifiques. Les superficies boisées font aujourd'hui de la Roumanie le *cinquième pays* forestier d'Europe, après la Suède, la Finlande, l'Allemagne et la France. *Son territoire boisé mesure 7.094.056 hectares*, ou autrement exprimé *24,10 %*

de la surface du pays, tandis qu'en France le même rapport peut-être représenté par les chiffres : 49 %.

L'Etat roumain détient à lui seul 26 % du total boisé, pendant que l'Etat français en possède 44,50 % à peine (1).

Voici pour le reste :

<i>Particuliers</i>	3.310.327	soit 46,6 %	du total boisé
<i>Départements et communes</i>	1.256.520	— 17,7 %	—
<i>Etablissements publics</i> ...	676.442	— 9,6 %	—
<i>Etat</i>	1.849.767	— 26,1 %	—
Total	<u>7.094.056</u>	<u>100 %</u>	<u>—</u>

Pour bien approfondir la question forestière en Roumanie, nous commencerons par diviser le pays en provinces, étudiant après, dans chacune, les essences ligneuses par rapport à son orographie.

L'ancien royaume est traversé de l'ouest au nord, dans une forme caractéristique de fer à cheval, par la puissante chaîne carpathique, d'origine *néozoïque* et qui commande la topographie de toutes les provinces roumaines, sauf la Dobrogea, où nous rencontrons au point de vue géologique, une région montagneuse distincte, formée à l'époque *paléozoïque*, et représentée par les crêtes arides de : Macin, Greci et Tulcea.

La chaîne des Carpathes roumaines — qui commence ses plus fortes ondulations aux *Portes-de-Fer*, pour terminer à *Maramoros-Sighet*, s'étendant sur une superficie d'à peu près 650 kilomètres — est

1. La superficie boisée de la France, nous le savons, est de : 9.521.568 hectares.

marquée d'altitudes qui varient approximativement entre 1.100 mètres et 2.541 mètres (*Negoi*).

Les vallées de ces montagnes forment les sources des nombreuses rivières qui sillonnent le pays du nord au sud, pour aboutir toutes au Danube.

Les hauts pics, couverts pour la plus grande partie de l'année par des fortes neiges, battus continuellement par les vents et les pluies froides, ne réussissent à se couvrir que d'une *végétation basse*, où l'élément graminée prédomine, et qui leur donnent le caractère de *zone alpine*.

A cette catégorie succède une tout *autre végétation*, *haute, robuste et ligneuse*, formée des forêts épaisses et sauvages, qui commençant sur les pentes montagneuses des Carpathes se prolonge dans la région des collines, pour continuer çà et là dans les plaines. Cette région de végétation ligneuse qui nous intéresse spécialement, se divise à son tour en deux zones : la *zone de résineux* et celle de *feuillus*.

La zone de résineux — qui commence avec les altitudes maxima de 1.800 mètres, pour finir vers 1.650 mètres — est composée, à partir des sommets, par des massifs de genévriers aux troncs bas et flexibles, par l'épicéa et le sapin qui, plus frileux, descend jusqu'aux altitudes relativement plus basses, de 600 mètres.

On trouve encore dans cette même région, mais plus clairsemées, d'autres espèces de feuillus comme : *Sorbus aucuparia*, *Sambucus Racemosa*, *Lonicera*, *Xilosteam*, etc.

La zone de feuillus. — La première région montagneuse, aimée, comme on a vu, surtout par des résineux, se continue par une autre, celle des collines, qui oscille à son tour entre : 500 et 600 mètres, occupant presque entièrement l'Oltenie et la Moldavie.

Au point de vue géologique elle est constituée par des formations spécifiques de l'époque tertiaire : *éocène*, *miocène* et *pliocène*.

Au point de vue botanique, cette région est composée de *deux sous-zones* comprenant *l'hêtre* et *le chêne*. Le premier qui coïncide avec la première sous-zone, nous le rencontrons entre 800 et 300 mètres d'altitude, formant des massifs avec mélange de sapin, à la limite supérieure, de chêne rouvre et pédonculé à la limite inférieure. A la même latitude nous rencontrons, poussant plus disséminés : le bouleau, le sycomore, le sorbier, etc.

La seconde sous-zone forestière est celle du chêne, avec toutes ses variétés : le chêne pédonculé, le chêne yeuse, le chêne pubescent, etc.

Le charme, l'orme, le tilleul, l'érable, le frêne, le noisetier, l'aubépine, etc., si on les rencontre assez souvent dans la même région, on les voit rarement sous la forme de massifs compacts.

Dans l'ancien Royaume, n'oublions pas *Dobrogea* ; disons ici seulement qu'elle est dépourvue totalement des *forêts résineuses* et aussi de *hêtre*.

Cette contrée abondante en lacs marins, terrains bas et marécageux, continuellement battue par des vents chauds, possède des bois présentant une importance économique minime, dont les chênaies dégradées du delta danubien sont peut-être seules à mentionner.

Résumant en données statistiques cette richesse forestière de l'*ancien royaume*, nous pouvons écrire: superficie territoriale 137.983 kilomètres carrés, dont une étendue boisée de : 2.410.262 hectares.

Essences :

Hêtre (ou en majort.)	1.406.062 ha.	soit 58 %	de l'ét. bois.
Chêne.....	560.270 ha.	— 24 %	—
Résineux (seulement).	443.930 ha.	— 18 %	—

Dont la propriété relève de :

Etat.....	1.094.000 ha.	soit 45,3	du total
Etablissements publics.....	181.817 ha.	— 7,4	—
Particuliers.....	1.134.445 ha.	— 47,3	—

Comme fait intéressant remarquons l'absence des bois communaux et départementaux dans l'*ancien royaume*.

La région des plaines qui représente un tiers de la superficie du pays, occupant l'est de la Valachie et le sud-est de la Moldavie, étant aujourd'hui presque totalement une contrée agricole, ne nous intéresse pas. Nous la mentionnons simplement comme une dernière région orographique.

L'**Ardeal**, formé par les quatre provinces transcarpathines : la *Transylvanie*, le *Banat*, la *Crisana*

et le *Maramures*, est limité : au sud-est par les Carpathes, au nord par leurs ramifications, à l'ouest par la Hongrie et la Yougo-Slavie. Les montagnes principales de cette province sont celles de Banat, *Metaliferi* et les hautes *Bihar*, dont le sommet le plus important *Koukoubita* atteint 1.851 mètres. Quant aux rivières, sauf l'Olt, elles sont toutes des affluents de la *Theiss*.

Eaux puissantes : le *Somes*, le *Cris* avec ses trois branches, le *Muras* et la *Bega* contournant de grands plateaux, suivant de larges vallées, délimitent les fertiles contrées de Barsa, de l'Olt, de Hatzeg de Tarnavele et de *Somes*.

La superficie de l'Ardeal est de 123.665 kilomètres carrés avec une étendue boisée de 4.110.479 ha. répartie comme il suit :

Transylvanie.	2.250.961 ha.	pour une superficie de 57.804 km ² .
Manamores..	671.845 ha.	— 16.213 —
Banat.....	601.528 ha.	— 28.523 —
Crisana.....	586.143 ha.	— 20.825 —

représentant 56,2 0/0 de l'étendue boisée de la Roumanie et 1/3 de la superficie totale de l'Ardeal.

Quant aux forêts, elles sont formées par les mêmes essences que celles de l'ancien royaume, délimitant les mêmes zones, caractérisées par nous, plus haut :

Feuillus.....	2.166.222 ha.	soit 52,7 %
Résineux.....	978.294 ha.	— 23,8 %
Chêne.....	965.963 ha.	— 23,5 %

La Bucovina située au nord de la Moldavie renferme une surface de 10.442 kilomètres carrés avec

une étendue boisée de 481.212 *hectares*. Les essences ligneuses occupent comme on le voit presque la moitié de cette province, et 6,2 %, par rapport au total des forêts roumaines. C'est une des contrées renommées pour ses beaux massifs *de sapin* et *d'épicéa*, qui fournissent un des meilleurs bois de clavier et de résonance. Les *résineux* couvrent une superficie de 334.221 *hectares* et les *feuillus* à peine 117.000 *hectares*. Les premiers occupent par conséquent 76 % du terrain boisé et les seconds seulement 24 %.

Dans cette province du Nord le chêne manque presque totalement. *Le sycomore*, *l'orme* et *le peuplier*, nous les rencontrons toujours disséminés.

Donnons le tableau des propriétaires :

Etablissements publics....	225.140 ha. soit 46,8 % du total boisé	
Particuliers.....	198.015 ha. — 41,1 %	—
Communes et départements.	56.520 ha. — 11,7 %	—
Etat.....	1.536 ha. — 0,4 %	—

Donc comme nous pouvons le voir, la grande masse des forêts de Bucovina appartient aux *Etablissements publics*, représentés dans notre cas par le *clergé gréco-oriental* qui administre toutes ces forêts par son *Congrès Ecclésiastique*, sous la présidence du Métropolitain de la province. Mais en fait, cette administration est soumise aux organismes centraux de Bucarest.

La Bessarabie limitée au nord-est par le *Dniester*, à l'ouest par le *Pruth* et au sud par le *Danube* et la *Mer-Noire*, n'est topographiquement qu'un prolongement de la Moldavie. La province se présente sous

la forme d'un plateau qui continuant celui des rives du Sereth, descend doucement vers la Mer-Noire, pour se transformer là, dans une plaine très fertile : le *Buceage* d'une même structure minéralogique que les plaines de la Valachie.

Ses rivières les plus importantes sont celles qui la délimitent, c'est-à-dire le Pruth et le Dniester, le premier se jetant dans le Danube, le second dans la Mer-Noire. Contrée très réputée dans le passé pour ses forêts, comme celles de : *Tigheciu*, *Bacou Orhei*, *Tighina* ; à cause d'une exploitation irrationnelle du régime tzariste, ne comporte actuellement qu'un territoire boisé d'à peine 204.923 hectares, c'est-à-dire 4,5 % de toute son étendue, repartie comme il suit :

Etat.....	185.000 ha. soit 90,2 %
Particuliers.....	19.923 ha. — 9,8 %

Pour être complets, ajoutons encore qu'elle ne possède que des très jeunes massifs de chênes et de hêtres dépassant rarement l'âge de 30 ans. Cette province englobant un si maigre territoire boisé, les résineux, d'autre part, manquant complètement, la Bessarabie nous apparaît comme un pays éminemment *agricole*.

Quant au rapport qui existe entre les diverses provinces boisées et la population, nous reproduisons le tableau (1) :

L'ancien royaume.....	0.32 are	par tête d'habitant.
Maramures.....	0.88	—
Transylvanie.....	0.84	—
Crisana.....	0.45	—
Banat.....	0.36	—
Bucovine.....	0.56	—
Bessarabie.....	0.08	—

La superficie *boisée* de la Roumanie est, comme nous avons déjà vu, d'environ *sept millions d'hectares*, étant estimée par les spécialistes à une valeur globale de *36 milliards de lei* ; elle apporte à l'Etat un *revenu net* annuel de *44.109.00 lei*. Après les statistiques susmentionnées, nous pouvons facilement nous rendre compte, que la Roumanie possède non seulement les quantités de bois nécessaires pour faire face à ses besoins intérieurs, mais qu'elle dispose encore de remarquables réserves pour l'exportation.

Si jusqu'à présent ce pays est assurément loin d'avoir atteint son maximum de rendement ligneux, la cause doit être trouvée surtout dans le manque de moyens de transports, qui à son tour a comme explication le manque de capitaux.

Espérons que grâce aux coopératives forestières, qui actuellement se trouvent en plein essor, grâce aussi au crédit de plus en plus large que l'Etat leur fait, cette richesse terrienne sera de plus en plus abondamment mise en valeur, dans l'intérêt de la population rurale et de la nation entière (1).

1. La solidité de cette prospérité coopérative, leur essor, nous allons l'examiner d'une manière plus détaillée dans les chapitres qui suivent.

CHAPITRE III

La protection des forêts à travers les âges

Aperçu historique de la Législation forestière en Roumanie ; Code de 1910. L'Administration des forêts en Roumanie ; Etudes sur les lois qui ont accordé à l'Etat le droit d'éluider la vente aux enchères de ces bois, au bénéfice des coopératives forestières.

Ouvrant le petit précis d'*Eléments de sylvonomie* de M. Descombes, nous pouvons lire parmi les premières lignes : « La *prévoyance forestière* remonte aux *premiers âges historiques de l'humanité*, et les législateurs de la *Grèce primitive* en plaçant sous la *protection de dieux* de l'Olympe les bois dont ils jugeaient utile la conservation, *faisaient de la sylvonomie sans le savoir*. »

Malgré notre désir, il nous a semblé impossible de remonter si loin dans le passé pour trouver les traces de l'actuelle science forestière, même sous cette forme inconsciente dont M. Descombes nous parle.

Si dans l'antiquité nous rencontrons il est vrai des peuples qui s'adonnent au culte de l'arbre, comme les anciens Grecs, les Gaulois, certaines tribus germaniques ou scandinaves, l'explication nous la trouverons assurément moins dans l'intérêt économique que ces peuples portaient aux forêts, que dans l'amour infini qu'ils gardaient à la *nature entière*, ou bien à

leurs aïeux. « La base peut-être la plus profonde du sentiment religieux de l'ancien Grec était la notion de la vie mystérieuse de la nature ambiante. Et non pas seulement de la vie de cette nature, mais également de sa spiritualisation et de sa divinisation (1). »

Tous ceux qui ont voulu pénétrer un peu plus profondément la vie et les institutions des Hellènes, ne trouveront-ils pas comme un outrage, de voir dans les braves prêtres qui gardaient le petit bois sacré de Colone — où Œdipe chargé de péchés a reposé sa vieillesse — les précurseurs de nos ingénieurs sylvicoles ?

Evidemment autre chose devait être ces jardins parfumés et remplis de rossignols, que des réserves de repeuplement forestier. Voilà à propos de ce bois de Colone, ce qu'un grand mythologue français, M. Decharme nous dit : « Eumenides (bienveillantes) sera le symbole de la protection qu'elles exercent désormais sur le pays où elles se sont fixées. A Colone elles conservent le double caractère de *divinités souterraines qui président à la fertilité du sol*, qui sont en même temps en *relations avec le monde de la mort...* », etc.

Donc ces bois sacrés, nous levoyons bien, n'étaient autre chose que des églises, des temples, où en étant en communication plus directe avec le monde souterrain, on s'adonnait à l'aise au culte des aïeux. C'était dans les extériorisations les plus nettes de la

1. T. Zielinski, professeur à l'Université de Varsovie, *La Religion de la Grèce Antique*.

nature, qu'on trouvait mieux ces Dieux... La vraie image de la Grèce antique, nous devons la chercher dans Homère et Théocrite, qui tous deux nous la montrent comme pays nourricier des troupeaux de chèvres et de moutons, qui dévorant les jeunes pousses, parcouraient le pays de l'aurore au soleil couchant, au son mélodieux des flûtes. Le Grec qui n'était pas marin était toujours un pâtre, or nous savons de nos jours combien les spécialistes, qui ont la garde des forêts, accusent le pacage.

Quant à ces fabuleux cyclopes, qui avant les Grecs ont dû habiter la terre d'Hellade, probablement qu'ils n'ont dû être que la vaillante armée des pionniers démolisseurs des racines, et bâtisseurs des cités. Du reste, en ces temps reculés, les forêts vierges étaient envahissantes ; toutes les villes civilisées de l'antiquité : Ninive, Babylone, Suze, bâties dans le voisinage des déserts, ont péri depuis de longs siècles, englouties par les sables.

D'autres auteurs ont voulu voir non pas dans la religion de la Grèce, mais dans les rites des peuplades celtiques adoratrices du gui et du chêne, une sorte de protection pour tout ce qui concerne les arbres et les forêts.

Premièrement, ne confondons pas, cette belle légende de la cueillette du gui, parvenue jusque chez nous grâce à *Plin*e le naturaliste, ne faisant pas, à proprement parler, part de la *religion gauloise*. En effet, leurs réunions avaient pour objet le culte de la *Terre-Mère*, et d'autres divinités comme : *Tarau*, le

dieu céleste, *Esus*, le gardien des champs de batailles, etc...

Cette adoration du gui de chêne, était plutôt une croyance populaire, de provenance probablement ligurique, et qui faisait partie du même cycle que celles qui vénéraient les œufs des serpents.

L'œuf étant le talisman, le gui une panacée.

Comme une affirmation de notre point de vue, empruntons ce passage à M. Camille Jullian :
 « J'imagine aussi que d'autres fêtes moins sanglantes
 « et plus paisibles avaient lieu en hiver, au solstice de
 « décembre, moment où la terre reçoit les semences
 « nouvelles, et où le soleil prêt à disparaître vers le
 « sud, s'arrête et revient pour recommencer sa
 « course ; et peut-être est-ce en ces fêtes de dé-
 « cembre pleines d'espérances en l'éternité de la
 « vie, qu'avait lieu la cueillette du gui, verdure
 « immuable au milieu de la forêt dépouillée (1). »
 Donc une fête agricole, en relation plutôt avec les épis qu'avec les arbres. Du reste sous la plume du même auteur nous pouvons lire un peu plus loin, après qu'il nous a parlé des invasions des Huns et des Mongols : « Les Hyperboréens ne partaient pas
 « pour brûler ou tuer et devenir la terreur du monde,
 « ils s'éloignaient de leurs terres, afin d'en chercher
 « d'autres plus étendues ou plus fertiles. Qu'on se
 « rappelle l'histoire des Cimbres et des Teutons
 « s'avancant péniblement à travers l'Europe pour

1. C. Jullian, de l'Académie française, *De la Gaule à la France*.

« obtenir du sol vacant, qu'ils puissent défricher,
 « transformer en sillons, en demeures, en villes etc...
 « Voilà l'image de vingt épisodes, dont a été faite
 « la migration indo européenne. »

Maintenant après avoir éclairé un peu ce labyrinthe des temps légendaires, ouvrant le premier volume d'une histoire de la civilisation moderne, nous nous apercevrons facilement que la sollicitude des hommes pour les forêts n'a pris naissance que du jour où elles ont commencé à diminuer. C'est alors qu'on s'est rendu compte non seulement de la grande utilité économique du bois, mais peu à peu du grand rôle national et social des forêts. Nous pouvons lire à peine après un écoulement des siècles et des siècles, ces lumineuses lignes dans la *Législation forestière* de Michel et Lelong : « L'influence
 « exercée par les forêts sur le climat, sur la produc-
 « tion des pluies, sur le régime des eaux, sur la salu-
 « brité générale d'une contrée, le rôle qu'elles sont
 « appelées à jouer dans la défense nationale, l'inté-
 « rêt d'un grand nombre d'industries qui emploient
 « le bois sous les formes les plus diverses, tous ces
 « motifs d'ordre différent, mais dont la plupart
 « sont d'intérêt général, légitiment l'existence d'une
 « législation spéciale, ayant pour but d'assurer au
 « prix de certaines dérogations au droit commun, la
 « conservation de la richesse forestière du pays (1). »

Mais de meilleure heure encore, le législateur des

1. Michel et Lelong, *Précis de Législation forestière*.

différents pays s'est rendu compte plus ou moins bien, du rôle immense des forêts... En France il faut remonter à *Colbert* qui le premier, pour mettre fin aux abus commis dans les bois sous le règne de Louis XIII et la minorité de Louis XIV, donna la fameuse *ordonnance d'août 1669* qui codifiant les règlements antérieurs, assurait le développement scientifique des forêts, si utiles à l'industrie comme à la navigation du pays.

Cette ordonnance exceptionnellement sévère, réduisant le droit de propriété des particuliers sur leurs bois, confiait aux agents forestiers de l'Etat, non pas seulement la conservation et l'administration des forêts mais aussi *le jugement* des délits forestiers. « Les tables de marbre, les maîtrises, constituaient des juridictions spéciales, compétentes pour statuer sur toutes les questions forestières, et notamment pour juger les délits et contraventions commis en matière forestière. *Les officiers qui composaient les tables de marbre et les maîtrises n'étaient pas uniquement des juges : c'étaient en même temps des agents chargés de l'administration et de la surveillance des forêts* (1). »

Les terrains boisés de tous les particuliers étaient donc soumis à une multitude de charges concernant : la coupe, les réserves, le voisinage, etc., faits d'où ressortait assez clairement l'intérêt général et d'uti-

1. H. Michei et H. Lelong, *Législation forestière* (Dupont, éditeur).

lité publique qu'à cette époque on gardait aux forêts.

Malheureusement les restrictions imposées au droit de propriété étant trop exagérées, les particuliers refusèrent tous soins à leurs terrains boisés, les laissant se dégrader. Les cahiers rédigés à la veille des Etats généraux de 1798, étaient remplis de réclamations contre le régime forestier, imposé par l'ordonnance de Colbert.

L'Assemblée Constituante par ses lois de décembre 1790, supprimant le pouvoir de juridiction attribué aux tables de marbre et aux maîtrises, comme contraire au nouveau principe de la séparation des fonctions, fut obligée comme une conséquence plus lointaine, de créer aussi pour les forêts une organisation administrative nouvelle, et qui naissait par la *Loi de décembre 1791*. Cette même loi, donnant sur un grand nombre des points satisfaction aux propriétaires réclamants, les bois privés se virent ainsi affranchis des règles de protection du passé.

Pourtant l'ordonnance de 1669 ne fut pas entièrement abrogée, car elle s'appliquait pour tous les cas sur lesquels la dite loi restait muette. Si la nouvelle loi de 1791 soumettait elle aussi, il est vrai, à un régime forestier les bois communaux et ceux des établissements publics, confiant leur gestion aux administrations locales, elle supprimait pourtant toute entrave administrative, donnant ainsi pleine liberté de jouissance aux particuliers propriétaires des forêts. Cette loi libertaire fut malheureusement très funeste

aux bois, les défrichements intensifs commençant en masse (1).

Devant ce fait, le législateur de l'an XI intervint, soumettant les forêts des particuliers à un régime plus doux que celui de l'ordonnance de 1669, mais qui plein de lacunes, ne remédia que très peu au mauvais état de choses.

Pourtant le système organisé par ces lois resta en vigueur jusqu'aux premiers jours de la *Restauration*, quand un nouveau *Code* fut mis en exécution et qui nous intéresse particulièrement à cause de l'énorme influence qu'il a joué dans la *législation forestière roumaine*. Ce nouveau Code forestier réglementait tout ce qui touchait à la conservation, à l'administration, à l'exploitation, à l'aménagement des bois. Mais si ce *Code forestier*, promulgué le 31 juillet 1827 ne faisait sur nombre de points que reproduire mot par mot l'ordonnance de 1669, il n'est pourtant pas moins vrai qu'il contenait sur d'autres points des différences essentielles. Ainsi la chasse, la pêche, la surveillance des cours d'eau navigables, ne formaient plus — comme dans l'Ordonnance de Colbert — la matière de ce nouveau code.

Les prescriptions législatives ne se mêlent plus avec les dispositions réglementaires, le Roi ne réunissant plus ces deux pouvoirs.

A la base du même principe, les agents forestiers perdent leur compétence juridictionnelle, restant

1. Durant une période de 12 années, 383.000 hectares de bois avaient été défrichés.

dorénavant comme simples représentants de l'exécutif.

Les particuliers, étant encore soumis à certaines prescriptions — l'intérêt public des forêts étant trop grand — ils cessent pourtant de subir toute immixtion venue du dehors.

Si maintenant après avoir donné ce bref coup d'œil sur la protection des forêts à travers les temps, nous nous sommes aperçu que cette protection a commencé assez tard et avec le manque du bois, revenant aux pays roumains, nous pouvons nous convaincre qu'ici comme ailleurs cette sollicitude a suivi presque la même courbe.

En effet, les anciens actes nous parlent souvent des immenses forêts qui couvraient les plaines du nord danubien ; la population, étant par contre très rare, jouissait de cette richesse ligneuse, non seulement pour ses besoins immédiats, mais en défrichant les bois pour créer des terres de culture. Cet usage a duré des siècles et des siècles, jusque vers 1790, quand, le manque des forêts se faisant sentir, on a pensé à certaines mesures restrictives.

Le premier Roumain qui les ordonna, fut ALEXANDRE MORUZI, qui tour à tour prince de la Moldavie et de la Valachie, protégea dans la limite des institutions du temps et de son pouvoir, les forêts des deux pays voisins (1). Ainsi c'est lui qui, dans ce but, sépara la

1. Prince Alex. Moruzi règne en Moldavie depuis : 1792-1793 ; 1802-1806 ; en Valachie depuis : 1793-1796 ; 1799-1801.

propriété forestière de la propriété terrienne, qui commença les plantations de bois artificielles, qui ordonna certaines règles dans les exploitations en vue d'une régénération forestière. Mais comme son règne fut très interrompu et court, toutes ces dispositions n'eurent aucun résultat.

L'occupation russe de 1829, avec ses *Règlements organiques* et son esprit occidentalisateur, malgré les nombreuses tentatives pleines de sollicitude pour les forêts dont elle espérait l'acquisition définitive, ne laissait de notoire dans ce domaine, que des *Tableaux* assez vagues, avec les noms des particuliers propriétaires.

La première loi qui apporta une réglementation des coupes, fut en Moldavie celle de 1843 sur la *Sauvegarde des forêts*; et celle de 1847 en Valachie pour la *Cessation de l'abatage des bois ecclésiastiques*. La règle d'exploitation préconisée était directement inspirée de France, et connue dans la législation de ce dernier pays, sous le nom *des coupes à tire et aire* (1). Mais comme en ce temps-là, c'étaient les *boïars* et les *couvents* qui avaient les grandes propriétés forestières, l'Etat restant sur le dernier plan, manquait naturellement de gardes et de techniciens pour faire exécuter ces bonnes mesures. D'un autre côté les grands troupeaux, en éternelle quête des pâturages, n'attendaient que la première coupe

1. *A tire et aire* se dit d'une coupe faite non par des plans choisis, mais toute de venue, à la suite de la coupe précédente.

pour envahir les jeunes peuplements. L'agriculture à son tour étant en plein essor, réclamait des défrichements de plus en plus nombreux, qui pouvaient difficilement être refusés à des classes influentes comme celles des boyars ou du clergé.

Pourtant le prince valaque STYRBEEY, esprit volontaire et animé d'un grand amour pour son pays, s'apercevant que, malgré toutes les lois, les forêts marchaient d'un pas rapide vers la ruine, et voyant surtout la cause dans un manque de personnel d'exécution, décida d'organiser un corps de spécialistes, et fonda une *Ecole forestière* à Bucarest. Dans ce but, en 1850 il s'adressa au Gouvernement français, qui agréant sa demande envoya en Valachie une commission formée par le conservateur RICHEMOND, l'inspecteur RICHOMME et le garde général PATRAS.

Malheureusement l'école ne dura que deux ans, disparaissant à la suite des événements politiques, pendant que la mission forestière, retournant en France, amenait avec elle les quelques élèves valaques, qui durent finir leurs études à l'Ecole des Eaux et Forêts de Nancy.

En 1859 un des plus grands événements de l'histoire de la Roumanie eut lieu : *l'Union des Principautés*, qui marqua le début d'une renaissance totale dans les domaines politiques et économiques du pays danubien.

C'est à cette époque de rénovation, sous le règne de Couza, en 1863, qu'une loi fondamentale fut votée ordonnant la *sécularisation des biens des cou-*

vents. C'est à la suite de cette expropriation que l'Etat se vit propriétaire d'un immense domaine forestier, de plus d'un million d'hectares. C'est toujours dans cette période, et par une série de tâtonnements, que le *corps des sylviculteurs* se forma peu à peu, sous la protection premièrement du ministère de l'Instruction, puis sous celle du ministère des Finances, pour entrer assez tard, en 1883, dans les cadres du ministère de l'Agriculture.

C'est dans ce but que nous rencontrons le projet de loi de 1872 créant une commission supérieure composée de 3 membres et appelée : *Conseil de l'Administration des domaines et des forêts de l'Etat* avec des attributions multiples concernant : la conservation, l'amélioration, la délimitation et l'aménagement des bois. Elle était secondée d'un corps d'inspecteurs-chefs, sous-chefs et gardes forestiers, repartis par régions et circonscriptions sylvicoles. Mais cette loi ne vit jamais le jour, car elle devait échouer au Sénat.

La première *législation complète* que la Roumanie a eue pour la protection effective de ses forêts, a été le *Code de 1881*. Il se composait de 46 *articles* traitant des aménagements, défrichements, exploitation des forêts, puis dans un dernier et troisième titre, on créait un *Conseil Technique*, qui avait à se prononcer sur les bois à assujettir au *régime forestier*, et sur les terrains à replanter.

Ce Code était presque l'image fidèle du Code

forestier français de 1827, comme nous l'avons signalé plus haut, et tout comme lui il divisait les bois en deux grandes catégories : ceux qui étaient, et ceux qui n'étaient pas soumis au *régime forestier* (1). Il est donc à noter que ce terme de *régime sylvicole* dont pour la première fois on a parlé dans ce Code de 1881, et qui devait faire le salut des forêts roumaines, a été comme tant d'autres bons principes, directement importé de France. Il était même plus sévère que dans la législation française, parce qu'il s'étendait non seulement aux forêts de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des églises, mais encore par son article 11, aux bois — sans distinction de propriétaire — situés sur les sommets ou les pentes friables des montagnes.

Comme le personnel des spécialistes continuait toujours à faire défaut, on créa en 1883 une « Ecole de Sylviculture », pour subvenir peut-être à un des plus grands maux de l'époque, qui consistait dans le manque de surveillance.

Ce Code ainsi soutenu et complété mettant surtout fin aux abusifs défrichements, fonctionna pendant 29 ans, et rendit de réels services aux forêts de la Roumanie.

1. D'après Guyot le régime forestier est : l'ensemble de règles restrictives s'appliquant à certaines forêts, gérées par les agents de l'Administration, qui ont sur ces immeubles un véritable pouvoir de tutelle, dans le but d'assurer le plus efficacement la conservation et la prospérité forestières (Guyot : *Cours de droit forestier*).

Le Code forestier de 1910. — Si le Code de 1881, comme nous l'avons vu, a subvenu aux premiers besoins du pays, il était pourtant encore loin de faire face soit à certaines situations ou coutumes spécifiques au pays roumain, soit à une plus complète organisation forestière due aux expériences déjà faites dans ce domaine, chez nous, comme ailleurs.

Le Code forestier de 1910, avec les nombreuses modifications que lui ont apportées les lois et les décrets-lois de : 1913, 1914, 1918, 1919, 1921 et 1923, constitue une législation, on peut sans hésitation l'affirmer, des plus complètes et des plus modernes d'Europe.

Contenant 92 articles, le Code roumain les répartissait en VII chapitres, comme il suit : I. Le régime forestier ; II. La conservation des forêts ; III. Le Conseil technique ; IV. L'exploitation des bois des établissements publics, des départements, des communes et de l'Etat ; V. L'établissement du droit de propriété des Mosneni ; VI. La garde et la police des forêts ; VII. Délits, peines et poursuites.

Mais avant de dire quelques mots sur les intéressantes innovations apportées, qui, sans doute utiles à une économie forestière, restent pourtant extérieures à notre sujet, remarquons du commencement même, la promulgation de l'importante *loi de 1910*, qui créa la *Caisse des Forêts* ; après le fameux *décret-loi de 23 novembre 1918*, porteur des dispositions relatives aux *coopératives forestières*.

Maintenant pour étudier avec profit la foule des modifications innovatrices apportées au Code de 1910 presque chaque année, comme nous l'avons déjà montré, divisons-les en trois catégories : a) Modifications relatives au régime forestier; b) Modifications concernant la conservation et l'exploitation des bois ; c) Enfin modifications relatives au reboisement et aux délits forestiers.

a) **Modifications relatives au régime forestier.** — Dans un numéro très récent de la revue *Touring Club de France*, nous avons pu lire sous la plume de son président M. H. Defert, un article très judicieux : « Forêts de protection et protection des forêts » dans lequel l'auteur donnant l'alarme sur l'insuffisance de l'actuel Code forestier français, pour enrayer les exploitations abusives, concluait, indiquant deux mesures à prendre comme éminemment efficaces (1). La première consistait dans l'extension de la *loi Chauveau* de 28 avril 1922, mais non pas seulement aux *bois de protection*, qui d'après M. Defert auraient dû même être complètement exempts de toute coupe, mais à toute les forêts : « dont la conservation serait reconnue nécessaire au débit régulier des sources et à la régularisation des cours d'eau... ce qui n'irait peut-être pas d'ailleurs sans quelque augmentation de personnel, mais augmentation limitée » et qui aurait pour résultat, comme l'auteur nous le dit plus loin, de con-

1. Revue *Touring Club de France*, numéro de février 1926.

jurer le fléau si coûteux *des inondations*. Le second moyen préconisé, était *l'achat par l'Etat* au fur et à mesure des occasions, des massifs forestiers ruinés ou menacés de ruine, comme il a du reste déjà été procédé, pour la forêt d'Eu, d'une superficie de 9.000 hectares et qui a coûté à l'Etat 11 millions ». Si ces achats demandent évidemment au pays des grosses sommes, M. Defert ne les voit guère — et à juste raison — comme des gaspillages d'argent, mais au contraire, comme des placements très fructueux. L'exemple en est dans cette forêt d'Eu même, qui récemment apportait au budget de l'Etat pas moins de 3 millions de francs.

Or toutes ces mesures qui, à peine maintenant et d'une manière très timide s'ébauchent en France, en Roumanie — pays beaucoup plus jeune, donc avec une expérience parlementaire plus courte, nous voulons dire avec un moindre respect pour l'intangibilité des droits individuels — ont été depuis longtemps réalisées.

En effet avec l'article 1^{er} du Code de 1910 — qui d'après nous forme la plus simple, mais la plus efficace des innovations apportées au Code antérieur — le régime forestier est étendu non pas seulement aux bois de l'Etat, de la Couronne, des départements et communes, des établissements publics, mais même à des *simples particuliers*, comme par exemple les « mosneni », etc.

De sorte qu'aujourd'hui 95 % du terrain boisé de la Roumanie sont assujettis au régime forestier, pen-

dant qu'en France, pays où les particuliers sont les grands propriétaires et où la propriété est tellement respectée, le régime sylvicole frappe à peine 32 % de ses forêts (1).

Disons encore que les nouvelles expressions introduites par le Code roumain, comme celles par exemple de *massifs de protection*, ou des *bois utiles à la défense du pays*, sujettes à des interprétations assez larges, ont encore permis sans difficulté, la régularisation des torrents et la fixation des sables mouvants des dunes danubiennes, œuvres d'une belle portée économique et sociale.

C'est encore cet article 1^{er}, comme nous l'avons déjà remarqué, qui étendait le *régime forestier* aux « mosneni » ; paysans qui de temps immémorial, possédaient en indivision, peut-être les plus beaux massifs des Carpathes. Or, comme ces propriétaires à cause même de la nature de leur possession, s'étaient pris d'interminables disputes, qui finissaient toujours par des coupes déréglées, ou bien la vente de leurs forêts à des prix dérisoires aux étrangers, le législateur de 1910 a cru le moment opportun pour leur appliquer d'office le régime forestier. Le résultat fut tout aussi excellent pour les « mosneni » qui ainsi malgré eux, n'étant plus les dupes des étrangers, commencèrent à s'enrichir, que pour leurs forêts qui se régénérant, recouvrirent la nudité désolante des pentes montagneuses.

1. En France les particuliers possèdent : 6.470.488 hectares c'est-à-dire presque 2/3 de la superficie boisée de ce pays.

Ces dispositions toutes nouvelles, relatives aux « mosneni » établissaient : la part de chaque co-propriétaire, un conseil d'administration, des aménagements à suivre, procédures, etc., occupant à elles seules un tiers du nouveau code.

Quant à la seconde mesure préconisée par M. Defert, à savoir *l'achat des forêts particulières par l'Etat*, elle aussi a été réalisée en Roumanie depuis 1910, par la création de la *Caisse des Forêts*, qui, munie des puissants fonds, avait justement ce but, et sur laquelle nous allons revenir un peu plus loin.

b) Modifications concernant la conservation et l'exploitation des bois. — Sans nous perdre dans un développement trop large de cette si intéressante matière au point de vue forestier, mais effleurant seulement notre sujet, bornons-nous ici à énumérer seulement les innovations essentielles :

1° L'article 14 du code de 1881, qui prévoyait une peine pour le propriétaire qui exploitait sans aménagement les forêts soumises au régime sylvicole, omettait d'imposer la même peine à ceux qui, ayant un aménagement, ne l'appliquaient pas ; le code de 1910 subvenant à cette lacune, ordonnait des sanctions dans les deux cas ;

2° On a pris des dispositions inédites et qui, à notre connaissance, n'ont pas d'équivalent dans le Code français actuel, relatives au transport de bois sur terre et eau, dommages-intérêts à établir, procédure à suivre, etc.... ;

3° Dans l'article 2 du code de 1910, on a introduit

une différence entre *l'aménagement obligatoire* regardant l'Etat, les établissements publics, les « mos-neni », en vue de la régularité de l'exploitation, et le *règlement d'exploitation*, plus doux, concernant seulement la conservation des forêts.

c) Modifications relatives au reboisement et aux délits forestiers. — Ces chapitres du nouveau code sont plutôt intéressants par leur renforcement que par leurs innovations ; ainsi on prévoit des sanctions sévères pour l'exploitant ou le propriétaire qui ne se conforme pas aux reboisements prévus par l'aménagement, ou bien ne déposent pas leur caution envers l'Etat, caution qui peut aller jusqu'à 100 lei-or, par hectare.

En ce qui concerne le reboisement même, pendant que le Code français ne le rend obligatoire que dans les cas seuls où l'intérêt public l'exige, et à cause de quelques rares situations du sol, le Code roumain par contre l'impose à toutes les terres improductives ou clairières, appartenant : à l'Etat, à la Couronne, aux départements, communes, établissements publics et même aux sociétés anonymes. Seuls les particuliers lui échappent. L'article 11 arrête des dispositions qui aident aux replantations artificielles, par la gratuité des plans de reboisements que les agents forestiers fournissent aux particuliers nécessiteux ; et dans certains cas la loi les oblige même, à se transporter sur les terrains, pour effectuer les travaux qui demanderaient leur présence. L'Etat accorde encore gratuitement, ou au prix coûtant, les plants et les

semences utiles aux reboisements, réduisant jusqu'à la moitié, l'impôt foncier des forêts aménagées en vue de la production des bois d'œuvre et de construction.

Enfin les articles 12 à 19, nous paraissent particulièrement intéressants par le fait qu'ils assimilent tout pâturage dans les bois de moins de dix ans, comme aussi dans les terrains ensemencés, au défrichement; qui nous le savons n'est *jamais possible*, tout au moins sur des superficies supérieures à 25 hectares et cela *indifféremment si les bois sont ou non soumis au régime forestier*. Le chapitre VII de cette législation est consacré aux *délits et contraventions* et suit d'assez près l'ancien code. On peut remarquer pourtant, même ici, quelques dispositions nouvelles, comme celle de l'article 63, qui punit tous ceux qui portent atteinte aux pépinières ou aux arbrisseaux plantés dans les clairières. Signalons encore l'article 68 relatif aux *incendies* et remarquable par sa vigueur, prévoyant des peines non seulement pour ceux qui ont mis le feu ou qui n'ont pas voulu aider à l'éteindre, mais aussi pour tous ceux qui, trouvant par hasard les restes d'un feu dans une forêt, ne l'ont pas étouffé, ou n'ont pas appelé au secours.

Les peines de l'ancien code ont été entièrement révisées, quant au personnel de police il a été augmenté et sélectionné. *Résultats*: Dans la période de quinze ans depuis que ce nouveau code fonctionne, on a pu constater d'une manière générale une

grande diminution des délits forestiers ; d'un autre côté, les exploitations suivent un cours plus régulier et plus protecteur, mettant surtout à l'abri les chênaies particulières, qui sous le vieux code ont été presque vidées des beaux arbres, dans l'intérêt trop immédiat de leurs propriétaires. L'ordre qu'on a encore établi dans la gestion des forêts des couvents et des établissements publics, la procédure expéditive du code de 1910 relative au transport des matériaux ligneux des propriétaires riverains, ont solutionné maints litiges d'une manière très rapide et satisfaisante.

Cette législation si pratique et complète, a été mise en application après l'abrogation des lois russes et austro-hongroises ; en Bessarabie, le 1^{er} novembre 1921, en Ardeal et Bucovine, le 17 juin 1923.

Malheureusement, on ne réussit jamais à contenter tout le monde ; en effet, ce code si bien mis au point, a été paraît-il un peu obstrué par une *Loi* du 24 septembre 1924, qui avait pour but la création des *pâturages communaux* atténuant de la sorte certaines rigueurs forestières (1). Voici comment à propos de cette loi un vieux technicien roumain s'exprime :
« Une atteinte remarquable a été infligée au Code
« forestier par la Loi agraire, qui après quelques for-
« malités donne permission aux commissions d'ex-
« propriation de créer des pâturages communaux

1. Cette loi fait partie du cycle de la Législation agraire qui, commençant en 1918 (en Bessarabie, termine le 28 octobre 1922 ses expropriations terriennes dans l'ancien Royaume.

« dans le domaine forestier, sans distinction du
« propriétaire et spécialement dans la région des
« collines et des montagnes. C'est une mesure poli-
« tique, mais non de politique forestière, et certai-
« nement au désavantage de l'économie générale du
« pays. J'ai la ferme conviction que l'avenir se
« chargera de prouver abondamment le fondement
« de mes affirmations et de celles de tous les ingé-
« nieurs sylvicoles, qui, avec une ténacité louable,
« ont combattu de toutes leurs forces l'application
« de cette loi agraire, chaque fois qu'elle a voulu
« endommager le domaine forestier (2). »

Comme en Roumanie ce ne sont pas les lois qui manquent, espérons que les gouvernants prêtant plus d'attention aux dires des spécialistes, ne tarderont pas à revenir sur des décisions, qui assurément présentent encore d'autres solutions.

L'Administration des forêts en Roumanie.

Service central. — Corrélativement au Code forestier de 1910 on a voté la même année une loi sur la création de la *Caisse des Forêts*, institution d'Etat, soumise directement à l'autorité du Ministre de l'Agriculture, et composée comme il suit : un *Administrateur*, nommé pour une durée de dix ans et un *Conseil d'administration* constitué de 7 membres, dont 1 est le délégué de l'Ephorie des Hôpitaux civils de Bucarest. La nomination de l'Administrateur et de son Conseil est décrétée par le Roi, et faite par le Ministre de l'Agriculture.

1. Michel Tanasesco, *Almanach Argus*, 1924.

La fonction de conseiller expire au bout de 5 ans, mais n'enlève pas le droit de faire partie du nouveau Conseil. L'Administrateur en qualité de président est tenu de prendre part à toutes les séances qui ont lieu deux fois par mois. Les décisions peuvent être prises avec une majorité de 4 voix, mais la minorité est obligée de présenter un rapport, motivant son opinion.

Les attributions de cet organisme central sont multiples, très souvent débordantes, et concernent tout ce qui à rapport aux forêts et à la gérance de fonds respectifs. Donc c'est la *Caisse des Forêts* qui veille à l'application du régime forestier, contrats de ventes, adjudications, dommages-intérêts, etc... C'est encore elle qui donne les avis en tout ce qui concerne le personnel, émoluments, nominations, mise en disponibilité, indemnisations, retraites, etc... Pour subvenir à toutes ces charges la Caisse des Forêts est munie de puissants fonds, dont nous citerons les principaux : a) des sommes prévues au budget annuel du ministère de l'Agriculture, relatives à l'administration ; b) 10 % du revenu annuel provenant de la vente et de l'exploitation des forêts de l'Etat, ainsi que de leurs produits ; c) la somme de 5.000.000 lei annuellement accordée par une loi du 23 décembre 1908 au ministère de l'Agriculture ; d) tous les fonds provenant de la vente des biens de l'Etat depuis le 1^{er} avril 1910, enfin toutes les sommes résultant du fermage des prairies de l'Etat, des délits sylvicoles, consignations, etc. La Caisse des Forêts étant une

personne civile, jouit encore de toutes les ventes annuelles provenant des donations qu'on lui fait ; elle est représentée en justice par son administrateur.

A côté d'Elle et dans la même organisation du service central, partageant ses multiples attributions, nous rencontrons encore 4 *Directions* et 3 *Sous-directions*.

Le service extérieur qui n'est que l'exécuteur du service central, est à son tour organisé comme il suit : 28 *Régions sylvicoles*, conduites chacune par un Ingénieur-inspecteur, secondé de 2-3 Agents de contrôle, et 3-4 brigadiers, avec les secrétaires et les archives respectives.

293 *Circonscriptions sylvicoles* (Ocoale) réparties entre 7 et 15 par Région et administrées par des Ingénieurs forestiers, qui ont sous leurs ordres 2-5 brigadiers avec les gardes nécessaires. Une *Région sylvicole* renferme 2-3 départements, avec une surface boisée variable, mais d'environ 40.000 hectares. Les *Circonscriptions sylvicoles* plus petites, gèrent entre 4 et 12.000 hectares de forêts.

Il est à retenir que le personnel de ces organismes administratifs, a sous son contrôle en dehors des bois de l'Etat, départements et communes, les exploitations des forêts des particuliers, des établissements publics, et celle des « mosneni ».

La circonscription est à son tour composée des *Cantons* de 500 hectares de forêts, surveillés chacun par un garde forestier.

Actuellement l'administration souffrant d'une trop grande centralisation, incompatible avec une bonne économie forestière, on pense sérieusement à une décentralisation, qui est attendue avec impatience des nombreux sylviculteurs.

Le décret-loi du 15 novembre 1918.

A côté des lois, arrêtés, dispositions, avis, qui depuis 1910 n'ont pas cessé d'amplifier notre Code forestier, nous avons penser réserver une place à part au décret-loi du 15 novembre 1918, qui a été promulgué dans le simple but de créer une *situation prospère aux coopératives forestières*, et comme un contre-poids aux grandes sociétés anonymes, surtout étrangères, qui jusqu'à 1914 étaient presque les seules à exploiter les forêts roumaines.

Ce décret-loi extrêmement intéressant pour nous, apportait avec lui une double dérogation : premièrement à l'article 19 du *Code forestier*, qui défendait formellement toute vente de coupe dans les bois de l'Etat en dehors d'une *adjudication* ; deuxièmement et plus tard à la loi du 30 juillet 1921, qui interdisait aux sociétés comme aux particuliers, tout achat des forêts domaniales *dépassant 5.000 hectares*. Donc dorénavant les coopératives paysannes non pas seulement peuvent acheter n'importe quelle superficie boisée, mais elles ont encore la possibilité de se les attribuer à des prix sinon dérisoires, tout au moins extrêmement bon marché, grâce aux agents de l'Etat

qui fixant les prix à l'amiable, avaient des instructions en ce sens. Quelque chose de plus : depuis juillet 1923 on a attaché à côté de la *Centrale* de ces associations coopératives, un *Conseil technique des sylviculteurs* pour conseiller les diverses sociétés paysannes dans toutes les questions industrielles qui les regardent directement, évitant ainsi tout mécompte de leur part.

Voilà comment l'Etat s'immisçant dans des entreprises d'ordre tout à fait privé, a aidé de la manière la plus efficace et la moins déguisée, certaines classes rurales des régions montagneuses, qui n'ont peut-être pas suffisamment bénéficié à la suite des lois de la Réforme agraire de 1918 1922. Reste seulement à voir si en agissant ainsi on continuait à avoir un mouvement forestier coopératif, si enfin trop aidant on ne faisait pas plus de mal que de bien.

CHAPITRE IV

L'industrie et le commerce du bois en Roumanie

Statistiques. Sociétés étrangères d'exploitations forestières.

Situation de la petite industrie, des entreprises coopératives forestières et de la grande et moyenne industries du bois. Données statistiques sur le fonctionnement et le matériel des coopératives forestières, travaillant avec des grands capitaux. Quelques mots sur le commerce forestier.

Un fait relativement peu connu, c'est que dans l'industrie et le commerce roumain, le bois occupe une place de tout premier ordre venant immédiatement après l'agriculture ; le pétrole et ses dérivés, le bétail, etc., ne restant qu'en troisième ligne. En effet jetant un coup d'œil sur les statistiques seules de l'exportation nous pouvons lire :

	1923			
	<i>Céréales, dérivés</i>	<i>Bois</i>	<i>Pétrole, dérivés</i>	<i>Animaux</i>
Total, quantités en T...	366.877	189.497	31.159	3.481
Total, valeurs en lei...	1.576.217	241.669	203.094	53.500
	1924			
Total, quantités en T...	116.220	244.025	53.364	5.165
Total, valeurs en lei...	665.611	393.757	299.496	103.647 (1)

1. Tableaux du ministère des Finances, Direction de la statistique générale.

Quant à la production totale des forêts roumaines le rendement annuel atteint le remarquable chiffre de 1.300.000 mètres cubes de bois de toutes sortes, et qu'on peut très bien diviser en deux catégories distinctes, celle du *bois de chauffage* et celle du *bois d'œuvre*. La première sorte de bois, provient habituellement des jeunes forêts du voisinage des grandes villes, qui en consomment des quantités importantes, ces forêts étant exploitées : soit directement par leurs propriétaires, soit par des petits entrepreneurs, soit par des coopératives forestières.

Les vieilles forêts composées d'hêtre et de résineux, propres surtout à la production du bois d'œuvre, se sont de plus en plus retirées sur les hautes pentes et les sommets des Carpathes, où leur exploitation devenue pénible demande de gros capitaux pour l'installation de voies Decauvilles, des funiculaires aériens, des canaux à pente douce, etc., capitaux, qui, avant comme après la guerre, ont été presque toujours fournis par des sociétés anonymes.

D'après les statistiques de 1913 le nombre de ces sociétés était de 14, avec plus de 150 établissements et fabriques, qui sous des noms roumains, comme ceux de *Lotru*, *Tarcau*, *Carpathes*, fonctionnaient presque toujours avec des capitaux étrangers surtout autrichiens et allemands.

Le seul mérite qu'il faut peut-être leur reconnaître, c'est celui d'avoir contribué au développement de l'industrie du bois à une époque où on faisait peu

cas de cette richesse, faute certainement des capitaux nationaux, qui insignifiants comme ils étaient, jamais peut-être n'auraient voulu se risquer dans une industrie qui avait besoin avant tout de larges crédits. Cette pénurie d'argent se maintenant après la guerre, avec la dépréciation et l'instabilité du *leu*, on a pu assister de nouveau à l'assaut des capitaux étrangers autour de cette branche d'industrie forestière, pourtant si nationale par ses produits.

En Roumanie on ne connaît que deux grandes banques qui ont subventionné partiellement certaines entreprises forestières : la *Banca Romaneasca* et *Marmoroch Blank*. Cette dernière a crédité largement la puissante société anonyme *Goetz et Cie*, fondée en 1883 avec des capitaux autrichiens et avec le siège social à Vienne, qui au moment où elle vit son crédit dépasser 150.000.000 lei, tâcha de suite de se débarrasser de ses actions, en les vendant à une entreprise similaire, *Foresta*, cette dernière soutenue par la banque italienne *d'Industrie et Commerce*, de Milan.

Quant à la *Banca Romaneasca*, elle ouvrit son crédit de 400.000.000 lei à une entreprise forestière roumaine, *Arif*, aujourd'hui en plein essor.

Dans cette même branche industrielle du bois, nous pouvons encore comprendre les scieries et fabriques de bois courbés, de meubles, de charpente, de charronnage, de tonnellerie, de véhicules, de cellulose et de papier, constituant l'ensemble de la *grande industrie* des produits ligneux. L'*industrie*

moyenne comprenait avant la guerre, les coopératives forestières, dont le but était la confection des planches de sapin, poutres, échalas, tonneaux, ruches et en général la menuiserie bon marché. Aujourd'hui quelques-unes d'entre elles, peuvent facilement être classées dans la première catégorie.

La petite industrie du bois, et qui du reste est presque insignifiante, est surtout développée chez les paysans, pendant leurs loisirs d'hiver. Nous la trouvons assez ingénieuse et variant d'après le pays. En Moldavie, contrée de vignobles, nous rencontrons une population rurale s'adonnant à la fabrication d'échalas ; en Valachie, les mêmes gens s'occupent du façonnage des planches en sapin ; la Dobrouja, pays des lacs poissonneux, le travail hivernal produit des solides barques de pêche.

Avant la guerre, la production du bois roumain, scié et façonné, s'élevait annuellement à 60.000 wagons dont la moitié était consommée dans le pays (1).

Les capitaux investis dans ce travail touchaient à la veille de 1916, date de notre entrée dans la grande guerre, plus de 45.431.709 lei or.

L'œuvre destructive des troupes ennemies occupantes, fut estimée en 1921, et au cours d'alors du *leu*, à 182.890.069 lei, ou 13,5 % des dommages subis par toutes les industries roumaines (2).

1. En 1924 elle était de 85.000 wagons seulement comme exportation.

2. Extrait du *Bulletin industriel* de 1921. A cette date le *leu* a oscillé vis-à-vis du franc entre 0 fr. 08 et 0 fr. 10.

Dans l'industrie du bois d'après la guerre, nous voyons s'affirmer de plus en plus le rôle des *coopératives forestières*, qui commençant de la simple exploitation des forêts, réussissent peu à peu à fonder des établissements perfectionnés, aptes aux travaux les plus délicats du bois.

Les belles installations de certaines coopératives parmi lesquelles : *Albina, Ardealul, Petrosul, Stejarul, Raul Targului* les font facilement classer dans la grande industrie forestière, tout aussi bien qu'une vingtaines d'autres qui sont les propriétaires de fabriques et de scieries puissantes. La plupart de leurs forêts exploitées, se composent des essences de sapin, d'épicéa et en second lieu seulement de hêtre et de chêne. Voici un petit tableau de la situation générale des coopératives forestières en 1923 :

<i>Superficies exploitées.....</i>	3.500 ha.
<i>Arbres obtenus par extraction.</i>	160.000 pièces
<i>Matériel façonné.....</i>	$\left\{ \begin{array}{l} 270.000 \text{ m}^3 \text{ bois de charpente (1)} \\ 210.000 \text{ m}^3 \text{ — chauffage} \end{array} \right.$

la valeur totale de ce matériel étant d'environ 71.000.000 lei et représentant le prix de vente. Un fait à retenir c'est que pour l'achat et l'exploitation de ces forêts et en sus de leurs propres capitaux, les coopératives forestières ont obtenu à crédit de leur Cen-

1. Mais pour nous faire une idée de leur puissance productive comparativement aux sociétés anonymes travaillant dans la même industrie, rappelons que ces dernières produisent à peu près dix fois plus. Sur la même année le nombre des mètres cubes fabriqués par elles dépassaient 2.200.000.

trale des sommes montant à 225.000.000 lei et dont une grande partie fut investie dans leurs installations.

Les coopératives disposent actuellement de : 76 scies verticales, une scie horizontale, 42 scies circulaires, 29 balanciers et diverses autres machines ayant une force motrice de 2.230 CV.

Certaines de ces fabriques sont desservies par des chemins de fer à voie étroite pour le transport des bois, sur une longueur de 125 kilomètres, ayant un parc de 22 locomotives et 286 wagons avec une capacité de charge de 2.000 tonnes.

Quant à la situation générale sur 1924 de ces 30 coopératives industrielles, la voici :

Bois de chauffage...	150.000 stères.	valeur	30.000.000 lei
Planches débitées...	100.000 m ³	—	100.000.000 —
Bois façonné brut...	27.000 m ³	—	13.000.000 —

Mais si les affaires sont prospères en ce qui concerne les bénéfices réalisés par les 600 coopératives de l'ancien Royaume, elles sont de beaucoup moins florissantes dans les territoires soumis, bien qu'il soit notoire que l'*Ardeal* comme la *Bucovine* sont presque à moitié couvertes de forêts. En effet le nombre des coopératives forestières de toutes nos provinces réunies est à peine de 60. Les paysans de ces régions se familiarisant difficilement aux idées coopératives, regardent comme inexpugnables les organisations capitalistes similaires. Pourtant la coopérative *Sora* du Banat, livrant une lutte acharnée, et offrant des prix trois fois plus grands que

ses 5 ou 6 concurrents capitalistes, vient d'obtenir l'exploitation de la forêt communale *Marga*, d'environ 700 jugeres de bois (1).

Son triomphe fut un exemple encourageant, non seulement pour ses membres, mais aussi pour tout le mouvement coopératif, qui jusqu'à présent n'est pas arrivé à une pleine confiance dans ses propres moyens.

Pour avoir une idée plus claire du rôle joué par les coopératives dans la grande industrie forestière roumaine, nous empruntons ce tableau statistique sur l'année 1925, à l'*Indicateur de l'Industrie Roumaine*.

LE NOM des provinces	Soc. et fabrig. par province	Capital souscrit	Scies alternatives	C. V. Moteurs	Ouvriers en usines
Ancien Royaume.	133	336.642.586 lei	435	19.456	16.047
Coop. dans l'ancien Royaume.....	24	8.783.118 lei	68	1.549	685
Ardeal.....	178	329.496.979 lei	554	26.501	20.561
Coop. dans l'Ardeal	1	78.124 lei	7	284	140
Bucovine.....	101	105.937.500 lei	204	8.752	5.991
Bessarabie.....	13	2.114.970 lei	29	423	224
Total général....	441	783.053.117 lei	1.297	56.925	43.648

De ce tableau nous pouvons facilement voir que les plus grandes associations d'exploitation forestière

1. Si comme nous l'avons vu les coopératives ont la possibilité d'acquérir des coupes ou des forêts à l'amiable de la part de l'Etat, dans certains cas, quand elles croient trouver leurs bénéfices autrement, évidemment personne ne les empêche de se présenter aux adjudications des communes, de l'Etat, etc..

se trouvent en *Ardéal*, avec des fonds représentant $\frac{1}{3}$ des capitaux nationaux investis dans cette branche, utilisant $\frac{1}{2}$ de la force motrice, et des ouvriers du pays entier.

Ces puissantes installations du reste, doivent être regardées comme le résultat naturel des vastes forêts séculaires, si propres, comme nous l'avons déjà vu, à la production du bois d'œuvre.

Pourtant aux dires des spécialistes, le nombre total des scies alternatives de 1.267, auxquelles on pourrait ajouter autant de circulaires, est excessif par rapport à la production du pays. Dans l'hypothèse que ces sylviculteurs font, à savoir celle d'un travail continu — banal dans une bonne économie forestière — l'alimentation des scieries entraînerait une consommation de 6.335.000 mètres cubes par an, chiffre formidable qui aurait comme conséquence à bref délai, soit l'arrêt du travail dans ces usines, soit la cessation de l'exportation du bois d'œuvre faute de forêts (1).

Le commerce du bois. — Le développement en Roumanie de l'industrie du bois, trouve son explication non pas seulement dans l'existence des grandes superficies boisées, mais surtout dans les nombreux débouchés qu'on a trouvés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Le transport de ce matériel est effectué en voiture sur des routes (elles mesurent aujourd'hui plus de

100.000 kilomètres) quand il s'agit de petits déplacements ; en chemin de fer, pour les longs trajets, dont le réseau couvre 12.000 kilomètres, étant desservi par plus de 40.000 wagons. Cependant avec toutes ces voies de communication, le commerce du bois a dû dernièrement souffrir, faute toujours de voitures. Quant au nombre des voies navigables, la Roumanie se place immédiatement après la Suède et la Finlande.

Les cours d'eau ne permettent malheureusement qu'en partie, le transport du bois des Carpathes au Danube ; leur avantage étant on le sait la modicité des prix dépensés dans ce but. En sa totalité ce réseau de rivières mesure 8.700 kilomètres, dont le Danube seul couvre 1.400, miroitant dans ses ondes 25 petits ports, dont *Galatz* et *Braïla* étant les principaux, jouent un rôle de premier ordre dans le commerce du bois. « Galatz, centre d'écoulement de
« tous les produits forestiers de Moldavie et de Bucovine, est le plus ancien port de distribution du
« bois pour la Bessarabie, par des grands radeaux,
« pour la Bulgarie par des sloops sur le Danube, et
« aussi pour l'Orient... Mais petit à petit Galatz est
« devenu insuffisant pour le trafic des marchandises
« à exporter, de sorte que Braïla, le second port
« de la Roumanie sur le Danube, s'est transformé
« rapidement lui aussi en un centre important pour
« le commerce du bois. Les deux ports Galatz et
« Braïla sont pourvus de docks et de silos qui permettent l'emmagasiner de grandes quantités de

« produits. Mais à l'heure actuelle, comme l'exportation du bois roumain a beaucoup augmenté, ces deux ports ne seront plus suffisants (1). »

En effet tout le bois de l'empire austro-hongrois qui avant était exporté par le port de Trieste, est maintenant exporté par nos ports, qui à vue d'œil deviennent de plus en plus encombrés. Une partie du trafic du bois doit se faire à l'heure actuelle par notre port maritime de *Constantza*, qui ainsi est appelé à un grand développement commercial.

La marche toujours progressive de cette exportation, se voit du reste assez bien indiquée dans le tableau ci-dessous :

IMPORTATION					EXPORTATION			
Années	Tonnes	% du total de l'importation	Valeurs lei	% du total de l'importation	Tonnes	% du total de l'exportation	Valeurs lei	% du total de l'exportation
1920	26.558		77.488		92.234		124.552	
1921	11.788		131.210		570.818		473.001	
1922	19.889		233.129		1.968.575		2.599.972	
1923	19.803	2.83	274.304	1.41	2.224.935	45.59	4.103.728	16.67
1924	25.556	3.19	333.827	1.27	2.483.377	52.49	5.355.504	19.25
1925	18.820	2	407.190	1.37	2.347.317	54.96	6.115.832	22.59

Nous remarquons qu'à partir de 1920, l'exportation du bois a augmenté chaque année, de sorte qu'en 1922, elle dépasse presque cinq fois celle de

1. Nicolas Moruzy, *La richesse forestière de la Roumanie*
Thèse de doctorat. Paris, 1924.

1921 ; en 1923 elle est d'un tiers plus grande que celle de 1922; dorénavant marchant plus lentement elle atteint en 1924, *un cinquième de la valeur totale de l'exportation roumaine* et une *moitié* au point de vue du *tonnage*. Quant à l'importation qui consiste plutôt en papiers, bois exotiques, écorces, elle est conformément aux chiffres ci-dessus tout à fait insignifiante. En 1925 elle représentait à peine 1,37 % du total des marchandises achetées par le royaume.

Pour voir en quoi consiste toutes ces tonnes exportées, reproduisons encore cette statistique du *Bulletin du commerce extérieur de la Roumanie*.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES les plus importantes	QUANTITÉS		VALEURS	
	1922	1923	1922	1923
	Tonnes	Tonnes	Lei	Lei
1. Planches d'essences résineuses.....	637.733	728.731	1.785.651	2.805.613
2. Autres bois de construction d'essences résineuses.....	79.462	122.466	202.627	330.659
3. Bois autres que résineux, équariés ou sciés.	12.854	27.827	26.352	62.611
4. Bois de chêne, équariés ou sciés.....	163	13.042	948	58.689
5. Troncs de sapin et d'autres résineux.....	36.336	36.203	28.706	39.824
6. Bois de chauffage.....	1.174.573	1.250.811	481.576	612.897

Donc le principal produit exporté consiste en *planches de sapin* qui à lui seul dépasse en valeur la moitié de toute l'exportation du bois pour l'année 1923. Au point de vue du tonnage ce sont les *bois de chauffage* qui l'emportent, avec le gros chiffre de 1.250.811 tonnes en 1923.

Quant aux pays étrangers, voici un autre tableau pour 1922-1923, d'après l'importance approximative des quantités du *bois exporté* par la Roumanie.

	QUANTITÉS		VALEURS	
	1922	1923	1922	1923
	Tonnes	Tonnes	Lei	Lei
Hongrie.....	1.314.275	1.503.790	1.218.569	1.834.122
Yougo-Slavie.....	178.585	130.921	104.899	77.941
Egypte.....	123.991	111.123	346.239	426.439
Bulgarie.....	78.750	90.324	195.845	300.213
Grèce.....	73.613	116.363	203.775	428.420
Turquie.....	54.861	21.383	152.671	81.401
Italie.....	32.480	33.378	90.908	127.781
France.....	19.002	66.095	53.378	254.425
Angleterre.....	14.147	55.463	39.663	213.564
Pologne.....	12.237	43.49	34.102	159.789

Remarquons que la moitié du tonnage de l'exportation roumaine est dirigée vers la Hongrie et consiste spécialement en bois de chauffage. L'Egypte, la Grèce, la Yougo-Slavie qui suivent immédiatement, se bornent à l'achat des matériaux de toute première qualité consistant spécialement en planches résineuses.

Parmi les ports de la Méditerranée présentant pour la Roumanie une certaine importance au point de vue du commerce du bois citons : Athènes, Alexandrie, Alger, Braïla, Bône, Bizerte, Beyrouth, Barcelone, Catane, Chypre, Crète, Constantza, Chio, Constantinople, Eubée, Galatz, Gênes, Fiume, Jaffa, Marseille, Naples, Nice, Rhodes, Salerne, Salonique, Sicile, Toulon, Zante, etc. Mais pour garder tous ces débouchés la Roumanie doit lutter âprement contre

deux concurrents du Nord : la *Finlande*, la *Suède* et la *Norvège*, pays qui grâce à leurs outillages très modernes et à une puissante marine marchande, l'ont souvent supplantée même dans cette Méditerranée si lointaine de ces pays glacés.

En ce qui concerne le trafic maritime, en dehors des deux sociétés nationales : *Le Service maritime roumain* et la *Roumanie maritime*, il est confié à des sociétés étrangères, dont : 9 anglaises, 8 françaises, 5 italiennes, 4 grecques, 2 belges, 2 suédoises et 1 américaine. Le commerce du bois de la Roumanie s'est de plus en plus élargi, et des nouveaux marchés, comme : Londres, Liverpool, Paris, Marseille, Amsterdam, ont vu négocier après la guerre, le bois des Carpathes. La consommation faite sur *marchés intérieurs* du pays, monte annuellement à 4.000.000 tonnes de bois *de chauffage*, dont Bucarest à lui seul absorbe 800.000 tonnes. Quant au *bois d'œuvre*, les demandes réclament surtout du *chêne*, et des *produits résineux*, dont la consommation respective annuelle est de : 13.000 à 17.000 tonnes pour le premier, et de 750.000 à 1.000.000 tonnes pour les seconds.

Le tarif douanier. — Avant de terminer ce bref chapitre, se résumant plutôt à des données statistiques, nous avons cru utile de donner quelques larges renseignements intéressants sur la politique douanière du bois, si liée du reste à son commerce.

Avant la guerre, et depuis longtemps, l'ancien Royaume a eu à l'égard de l'exportation du bois une

tolérance remarquable ; vis-à-vis non pas seulement de toutes les essences ligneuses du pays mais encore pour l'exportation de toutes les formes et les dimensions que l'étranger exigeait. Ses vastes et riches forêts, ses nombreuses fabriques de charpente, ne faisaient redouter, ni la diminution de ses stocks, ni la concurrence étrangère sur ses marchés intérieurs.

A peine en 1911, une loi spéciale vint faire quelques restrictions en ce qui concerne seulement *le chêne et le noyer*, essences d'une grande valeur industrielle, et dont la rareté de certaines pièces de premier choix, devenait d'autant plus inquiétante, que les demandes de toutes parts s'accroissaient.

Cette mesure plutôt exceptionnelle, a été prise par le gouvernement roumain, après l'alarme donnée par l'illustre forestier français *M. Mélard*, dans son ouvrage très connu : *La disette du bois d'œuvre* et qui fut présenté à l'occasion du *Congrès International de sylviculture* de 1900, à Paris.

Les taxes énormes créées par cette loi de 1911 concernant les deux essences, aboutirent à des résultats prohibitifs, frappant l'exportation du *chêne*, de 80 lei or le mètre cube, et de 140 lei or, le même volume de *bois de noyer*.

Quant aux taxes d'importation elles étaient de : 1 lei or, par mètre cube de troncs de sapin ; 20 lei or par mètre cube de bois de construction et de traverses de chêne ; et 600 lei par mètre cube, pour tout article de menuiserie, en bois résineux.

Cet état de choses se maintint jusqu'après la

guerre, quand on se trouva d'un seul coup devant une situation économique tout à fait exceptionnelle et des plus mauvaises, comme nous allons le voir tout à l'heure.

Immédiatement après le départ de l'ennemi, par une soif explicable de garder tout ce qui nous restait encore — dépourvus de tout ce qui a été portable — on créa en hâte une *Commission d'Evaluation*, attachée au ministère du Commerce, avec la charge principale de ne plus rien laisser exporter sauf autorisation spéciale. L'importation étant par contre encouragée, les choses tournèrent vite mal, et ladite commission fut abrogée le 19 octobre 1920. Du reste on trouve à la même date un organisme similaire, la *Commission Supérieure des Douanes*, mais cette dernière avec un rôle plutôt consultatif, et rattachée au ministère des Finances ; elle continue depuis à donner ses avis.

Parmi les premières mesures douanières prises à cette époque, une des plus importantes fut assurément celle qui établit l'augmentation de toutes les anciennes taxes de 20 % *ad valorem*, des marchandises trafiquées.

Pour le reste nous ne pouvons voir dans notre politique douanière qu'un pénible chemin plein de tâtonnements, stimulée d'un côté par le désir de créer à l'Etat des rentes nouvelles, d'un autre par celui de ne pas trop enchérir la vie à l'intérieur du pays.

Le malaise économique était encore aggravé, en dehors du jeu des changes, par une stagnation géné-

rale de tout travail productif, et surtout par une grande dépression morale dans les classes paysannes, surexcitées par les retards mis à l'élaboration des lois agraires.

Tous ces divers mobiles nous donnent peut-être une vague explication du manque presque total de ligne politique dans le régime douanier, et surtout de celui du bois, où tout nous semble avoir marché au petit bonheur.

Pour l'illustration de nos affirmations, nous nous bornons à donner simplement le tableau ci-dessous, comprenant les principales essences exportées à l'étranger, entre le *18 mai 1920* et le *11 avril 1926*.

DIVERS MATÉRIAUX	ÉPOQUES, AVEC LES VARIATIONS DES TAXES PERÇUES À L'EXPORTATION PAR MÈTRE CUBE									
	Du 18 mai au 19 oct. 1920				Du 19 octobre 1920 au 14 avril 1921	Du 14 avril 1921 au 19 août 1921	Du 19 août 1921 au 21 février 1923	Du 23 février 1923 au 10 mars 1926	Du 10 mars 1926 à nos jours	
	Mai	Juin	Juillet	Septembre						
	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	
Charpente où planches sapin	330	—	143	105	105	45	10	150	75	
Sapin écarrié ou façonné.....	—	185	—	85	85	35	3	60	65	
Bois de résonnance.	—	—	550	—	550	300	250	300	300	
Troncs de sapin...	—	—	—	—	—	—	45	150	300	
Bois de hêtre façonné.....	—	—	—	—	85	—	—	—	20	
Bois de chêne.....	1.350	—	550	1.600	—	1.000	—	—	Prohibés	
Traverses de chêne.	—	—	—	—	—	1.000	1.000	1.000	1.000	
Traverses de hêtre.	—	—	—	—	—	—	36	60	24	
Bois de chauffage..	—	60	27	32	32	15	1	1	20	

Sauf *le chêne*, qui, comme nous le voyons, a eu toujours des taxes prohibitives, tous les autres articles sont frappés d'impôts presque fantaisistes.

Regardons par exemple la première marchandise de ce tableau, la charpente de sapin ; nous constatons de suite que les taxes d'exportation qui la frappent, changent d'un mois à l'autre sans aucune raison plausible.

Nous observons pour cet article qu'au 18 mai 1920, la taxe d'exportation qui le frappe est de 330 lei par mètre cube ; elle tombe deux mois après à 143 lei par mètre cube, puis encore dans un mois à 105 lei, puis à 45 lei, ensuite à 10 lei par mètre cube pour faire immédiatement après un bond à 150 lei. Presque la même chose se passe pour tous les autres articles qui suivent.

Quant à l'Etat, il n'a eu qu'un seul régime douanier pour tous les producteurs des bois ; donc à ce point de vue, aucun encouragement n'est venu en aide aux coopératives, qui du reste n'ont jamais produit des marchandises de premier choix, telles que l'étranger les exigeait.

Leur production ligneuse étant relativement restreinte, les coopératives se contentaient des débouchés que constituaient les petits villages de plaine, où le bois de sapin étant très recherché, se payait en conséquence.

CHAPITRE V

Le mouvement coopératif en Roumanie.

Pendant que l'Angleterre, la France, et même l'Allemagne au cours du XIX^e siècle, en ce qui concerne la politique intérieure, étaient aux prises avec les innombrables et complexes problèmes sociaux, issus d'une industrialisation croissante, un petit peuple presque inconnu, d'origine latine, répandu sur les deux versants des Carpathes et dont la conscience nationale s'éveillait peu à peu, luttait de toutes ses forces pour son union politique et son Indépendance. Son effort était d'autant plus pénible que ses voisins étaient nombreux et puissants.

Les Turcs voyaient dans les Principautés danubiennes un riche grenier et un rempart contre leurs ennemis du Nord ; les Russes, une porte bien fragile qu'ils n'avaient qu'à pousser un peu pour l'ouvrir sur leur rêve séculaire : les eaux bleues du Bosphore ; les Autrichiens regardaient la Muntenie et la Moldavie comme le prolongement d'un pays dont ils tenaient une grande partie, et que dans tous les cas ils n'auraient jamais voulu indépendant. Malgré

cette situation tellement hostile aux pays roumains, grâce à la multitude miraculeuse des grands hommes que ce siècle a vu naître, un souffle de renaissance palpitait parmi toutes les classes, qui ne pensaient qu'à la proche délivrance et à suivre les paroles de ces porteurs de torches. A travers les nombreux et critiques événements politiques qui se déroulèrent pendant tout ce siècle, le gouvernail de cette nation fut si bien tenu, qu'en 1862 on pouvait déjà parler d'un pays nouveau : la Roumanie, les ministères, les capitales et les assemblées à cette date étant confondues.

Dans cette longue et prodigieuse lutte diplomatique qui devait aboutir à notre Indépendance, la générosité française joua un rôle de première importance, et surtout la bienveillance de son magnanime chef que fut Napoléon III.

On n'ignore du reste pas, que l'Empereur songea pendant un certain temps à faire élire en Moldavie un de ses meilleurs lieutenants, le général Pelissier.

Ainsi quelques années plus tard, l'Indépendance accomplie, les couleurs d'un lointain pays ami surgirent toutes neuves des bouches du Danube.

Si nous avons tracé ces quelques lignes, un peu à côté de nos préoccupations, c'est pour mieux montrer les grandes questions, autour desquelles gravitaient les gouvernants et avec eux tout le peuple de ce temps-là.

Mais à côté de ces luttes politiques, et à côté des systèmes parlementaires et des rénovations adminis-

tratives apportées de l'Occident, et qui faisaient les débats journaliers des jeunes intellectuels revenus de l'étranger, une autre vague de théories philosophiques et sociales, devait peu à peu faire jour et avoir ses propagateurs.

Vers 1860 existait dans les Principautés une question très ardue, concernant *l'état des paysans* et celle des *couvents dédiés*, problèmes qui furent résolus un peu plus tard et d'une manière assez satisfaisante pour ce temps, sous le règne, et par l'initiative du prince Couza (1).

Mais si à cette époque, comme aujourd'hui, on pouvait à juste raison s'intéresser à une classe paysanne, à sa situation sociale, à ses aspirations, il aurait été complètement puéril d'envisager un problème ouvrier.

La Roumanie sous le rapport industriel, n'était qu'un des paisibles débouchés de l'Autriche ou de l'Allemagne.

Pourtant comme nous l'avons indiqué plus haut, la vague des idées démocratiques venue de l'Occident, laissait croître sous le rempart protecteur du progrès, certaines institutions moins compatibles avec l'évolution du pays à cette époque.

Ainsi dès l'année 1864 un bon économiste, P. S. Aurelian, voyant l'indépendance politique étroitement liée à l'indépendance économique, tâcha de toutes ses forces de préparer la première en l'appuyant sur

1. Voir plus haut.

la seconde. Comme en ce temps, en Angleterre, en Allemagne, mais surtout en France, tous les journaux économiques et toutes les revues étaient remplies des problèmes ouvriers, des idées d'association, il crut prévenir les malaises sociaux à venir, en instaurant dans le petit Etat qui se créait, un mouvement coopératif qui avait pour but justement d'éviter ces malheurs des autres pays.

Il ne s'agissait pas de regarder de trop près pour un moment la situation paysanne, il fallait plutôt s'occuper des ouvriers, ou faute d'eux, des petits artisans habitant dans les villes.

En effet, les premières coopératives constituées par Aurelian commencèrent à Bucarest même, et furent : *Economia*, société de crédit et d'épargne ressemblant de près aux types Schulze-Delitzsch ; *Concordia*, société de consommation dont les statuts reflétaient fidèlement ceux des pionniers de Rochdale ; mais comme il fallait faire quelque chose aussi à la française, on créa dans différentes villes du pays des *sociétés de production*.

L'enthousiasme même fut si grand, que parmi les hommes de bien, un idéaliste comme fut Boutcoulesco, dépensa presque toute sa fortune pour faire paraître un journal : le *Coopérateur*, afin de propager la nouvelle croyance dont devait dépendre l'avenir du pays.

Il est encore utile de répéter que faute d'un milieu nécessaire, faute d'un Code de commerce qui discipline et protège les coopératives, faute de tout

secours de la part de l'Etat, la plus grande partie de ces associations disparurent ou bien se transformèrent en sociétés anonymes.

Mais ce serait toutefois une erreur de montrer de pareilles fièvres coopératives, comme caractéristiques seulement du mouvement roumain, elles ont existé en France, en Italie, en Allemagne même, où on les désignait sous le nom fameux de « *genossenschaftsieber* ».

Ce que nous voulons faire ressortir, ce n'est pas tant l'ardeur, mais surtout le manque du milieu.

Si on veut maintenant entrer dans les causes secondaires de cette non réussite de la *coopération urbaine* en Roumanie, nous les trouverons encore dans la vie excessivement bon marché de ses villes, dans la grande différence des lois qui ont guidé de tout temps les associations ouvrières et celles des campagnes, enfin assurément dans le fait que de très bonne heure les salariés des villes industrialisées, ont été gagnés à la cause de quelques socialistes démagogues, d'habitude étrangers, et propagateurs des idées marxistes les plus orthodoxes.

Malgré la *Loi du 20 décembre 1909* qui donnait entière liberté aux ouvriers des villes comme aux artisans, de se constituer en coopératives, malgré le secours moral, et l'argent que la *Caisse centrale* prodigua sans relâche, le mouvement coopératif ouvrier sous toutes ses formes et surtout sous l'aspect d'association de consommation, resta tout à fait insigni-

fiant, et assurément de beaucoup inférieur au mouvement coopératif rural.

C'est seulement après la guerre, à la suite du *décret-loi de 1919*, et des dispositions prises par l'Etat pour l'importation des objets de première nécessité non trouvables dans le commerce, et qu'on distribue aux coopératives de consommation, que ces associations réussirent à prendre un développement plus notoire, et grâce surtout aux efforts continuels de leur *direction* rattachée en ce moment au ministère de l'Industrie (1).

On pouvait compter à cette date dans les villes de l'ancien Royaume un nombre de *296 de coopératives de consommation* avec un capital de 12.731.797 lei et comprenant 82.621 membres; *54 de coopératives de production* avec un capital de 2.347.205 lei et 2.036 membres; et *75 banques populaires* avec un capital de 11.378.310 lei et 11.833 membres.

Toutes ces *associations urbaines* dont nous nous garderons d'entrer dans l'examen des statuts, sont aujourd'hui formées à peine pour un tiers d'ouvriers et d'artisans, le reste étant représenté par des fonctionnaires, retraités, professions libérales, commer-

1. Cette direction qui presque chaque année changea de ministère, nous la trouvons par la loi du 30 mars 1920 au « ministère du Travail et de la Prévoyance sociale », le 10 juillet 1922 elle passa sous les ordres de la « Caisse centrale des Coopératives de la distribution des terres aux paysans » (?), puis fut supprimée par la loi du 13 mars 1923 quand toutes les coopératives ouvrières passèrent sous la *Centrale de Coopératives de production et de consommation*. De ce jour les coopératives rurales et urbaines furent unifiées.

cants, professions diverses, comme on peut le voir au tableau ci-dessous :

Profession	Capital versé par tête	Pour cent
Artisans.....	140	64.2
Ouvriers.....	99	63.9
Fonctionnaires.....	153	65.5
Retraités.....	137	68.9
Professions libérales...	250	70.0
Commerçants.....	259	74.2
Professions diverses...	139	77.2

On a tâché plus tard d'introduire artificiellement la coopération de consommation dans les campagnes, mais les résultats furent plus médiocres encore que dans les villes.

Pour préciser cette situation, nous reproduisons ici les chiffres publiés par les organes officiels de la Centrale même : « En 1907 nous voyons se créer 75 coopératives de consommation. En 1908 il s'en fonde 55, et 9 autres liquident ; 40 en 1909 et 13 liquident ; 40 en 1910 et 20 liquident ; 31 en 1911 et 33 liquident ; 50 en 1911 et 18 liquident ; 15 en 1913 et 22 liquident. En 1914 quelques coopératives apparaissent, mais 29 liquident. »

Enfin si en 1919 on réussit à avoir 412 de ces associations, malheureusement elles ne comptaient que 20.600 membres avec un capital de 2.700.000 lei, ce qui veut dire : moins de 52 membres par société et moins de 7.000 lei de capital pour chacune d'elles.

A la même date, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1919, on peut constater que la situation générale des coopé-

ratives de production — exception faite pour les associations pour l'affermage des terres aux paysans et des coopératives forestières — n'était pas plus brillante, comme on peut voir par le tableau ci-dessous :

Genre de coopératives	Nombre des coopér.	Membres	Capitaux versés
Consom. Ap. et vente en comm.	412	20.587	2.221.094
Boulangeries.....	23	1.312	106.713
Moulins.....	23	1.364	86.450
Expl. des mach. agricoles.....	26	1.811	68.570
Laiteries.....	11	696	14.640
Expl. des mines.....	17	1.070	154.370
Pêcheurs vinicult.....	21	896	145.400
Total.....	533	27.736	2.597.237

Par conséquent en Roumanie, tout comme en Allemagne, les premiers essais coopératifs ont commencé dans les villes, et ici tout comme là-bas ils devaient végéter, pour prendre plus tard leur vrai essor *dans les campagnes*, où les foules avaient besoin d'une coopération.

Avant 1864, la forme d'exploitation agricole presque unique dans les Principautés, était celle de la très grande propriété. Ces *latifundia* tout comme en Angleterre du *xvii^e* siècle, étaient presque toujours confiés à des fermiers souvent étrangers, qui pour une rente fixe, payée à leur propriétaire, restaient maîtres du sol, employant envers les paysans travailleurs de ces terres, tous les moyens qu'ils croyaient utiles, afin d'obtenir le maximum de bénéfices. Comme beaucoup de ces laboureurs se

débattaient devant la rapacité de ces intrus, dans une des plus noires misères, une *première loi d'expropriation* fut votée en 1864, issue comme on l'a déjà vu de l'initiative du prince Couza lui-même. Cette généreuse disposition qui donnait à une partie des laboureurs leur lopin de terre, fut un signal de prospérité pour les classes paysannes, qui depuis s'accroissent toujours.

Mais comme, avec la propriété, le besoin de crédit, naissait, les usuriers trouvant un nouveau terrain de spéculation firent leur apparition, exactement, du reste, comme en Allemagne. Seulement comme en Roumanie leurs affaires marchaient beaucoup mieux, ils sont arrivés à demander les intérêts inouïs de 500 %, leur nombre se multipliant en proportion (1). Devant une pareille situation l'Etat se décide à fonder en 1881 le *Crédit agricole*, qui avait comme but d'accorder aux paysans des prêts d'argent sur hypothèque, et dans les conditions les plus favorables.

Mais malheureusement cette importante institution publique, ne donna pas les résultats auxquels on s'attendait, soit parce que ses succursales se trouvaient seulement dans les chefs-lieux des départements, soit peut-être à cause de la méfiance, que les paysans ont toujours gardée, à tout ce qui était : administration, paperasses, hypothèques, etc.

1. Ce chiffre peut être vérifié dans le rapport de M. J.-G. Duca fait au Congrès coopératif international de Budapest, en 1905.

Ils s'efforçaient et à juste raison de trouver une forme primitive, villageoise, d'association pour obtenir le crédit, quand un enthousiaste de ces idées *Spinu Haret*, alors ministre de l'Instruction, leur proposa un système coopératif bancaire, assez voisin de celui de Raiffeisen.

L'idée fut adoptée et elle gagna d'autant plus de partisans que les instituteurs et les curés de village étaient déjà gagnés à cette cause. L'essor de ces coopératives fut si grand, qu'en 1903 les gouvernants durent intervenir en créant un office de concentration : *La Caisse centrale des banques populaires et des coopératives rurales*, qu'on dota d'un capital de 20.000.000 lei or, l'érigeant en même temps au rang d'institution d'Etat. Son but était de : contrôler, financer, et faciliter les opérations commerciales des coopératives rurales.

Cette caisse centrale comprend aujourd'hui 5 sections : *a)* la Centrale des banques populaires ; *b)* la Centrale des coopératives rurales de production et de consommation ; *c)* la Centrale des associations rurales et des exploitations agricoles ; *d)* la Direction financière et du crédit hypothécaire ; *e)* la Direction des cadastres et des travaux techniques. Si chacune de ces trois Centrales est conduite par un Conseil d'administration où les banques populaires et les coopératives rurales ont leurs représentants, il est tout aussi vrai que certains ministères, ont eux aussi leurs délégués suffisamment influents.

La *Banque nationale*, qui a la haute main sur toute cette organisation coopérative, et qui comme on le sait est une banque d'Etat, s'est chargée du réescompte et du secours financier nécessaire envers cette *Caisse centrale des Banques populaires*.

Un autre fait qu'il faut mettre en relief, c'est que des 37 millions dont dispose actuellement cet Office central des banques populaires, plus de 2/3 appartiennent à l'Etat. Devant un pareil secours administratif et qui est peut-être la caractéristique du mouvement coopératif roumain par rapport à ce qu'on a vu en Occident, l'explication des chiffres suivants reste certainement moins énigmatique.

Année —	Banques populaires	Membres —	Capital social versé —
1904	1.625	121.786	6.850.976 lei
1908	2.410	346.707	37.851.898 —
1912	2.862	563.270	99.067.743 —
1920	3.194	702.864	301.850.404 —

Conformément aux articles 38 et 51, de la *Loi des banques populaires et coopératives*, plusieurs de ces associations d'une même région doivent se fédérer, afin de faciliter leurs opérations et celle de l'éducation coopérative. Un autre *Décret loi du 9 février 1919*, introduisait le principe de l'obligation de la *fédération des coopératives urbaines*. C'est en 1920 qu'on peut assister aux premières fédérations des coopératives rurales ayant pour base le principe de la *fédération facultative*.

A la fin de 1921, 11 fédérations coopératives

fonctionnaient, avec un capital souscrit de plus de 2 millions 1/2, comprenant 954 coopératives affiliées. Leur nombre est aujourd'hui de 19 dont 4 urbaines.

A côté du mouvement coopératif des *banques populaires*, un autre courant coopératif tout aussi puissant et peut-être encore plus original, a été celui des *Associations rurales d'affermage et d'achat des terres*, connues sous le nom d'*Obsti*.

Avant la guerre, la plus grande partie des belles propriétés agricoles, comme nous l'avons déjà montré un peu plus haut, se trouvait entre les mains d'une riche bourgeoisie, qui louant ses terres à des fermiers, se créait des revenus qu'elle dépensait à l'étranger.

D'après les conseils des prêtres et des instituteurs, qui à leur tour les tenaient probablement des gouvernants, les paysans se solidarisant formèrent des associations en général sans capital, mais avec une responsabilité illimitée, ayant comme but l'affermage des terres bourgeoises, et la substitution des fermiers.

Une évolution pareille à celle des banques populaires, marqua le développement de ces coopératives rurales. Ainsi ces braves masses de laboureurs réussirent en peu de temps à acheter par eux-mêmes, en commun : les outils, les semences, le bétail, dont ils avaient besoin, et à mettre en valeur les terres sur lesquelles avant ils travaillaient comme journaliers. Le même Office

central, pour aider encore plus ces associations, institua un *corps d'agronomes*, qui grâce à leurs connaissances dirigèrent à bonnes fins ces entreprises rustiques. Une *loi de 1909*, d'après une disposition italienne similaire, obligea encore l'Etat, les communes, les établissements publics, à louer leurs terres à ces coopératives de laboureurs, à l'amiable, toute concurrence étrangère étant ainsi évitée. De pareilles dispositions comme nous l'avons indiqué au chapitre III, ont été prises neuf ans plus tard, dans l'avantage des coopératives forestières.

Beaucoup de grands propriétaires agricoles se sont solidarisés volontairement à cette disposition, comme on peut facilement le constater du reste, dans la statistique de 1909, qui nous montre les rapports des superficies cédées aux « *Obsti* » par : l'Etat (24,40 %), les *particuliers* (35,14 %), et les *Institutions publiques* (36,46 %).

En 1913 on comptait 495 coopératives d'affermage, avec des surfaces cultivables pour plus de 370.000 hectares, pour lesquelles les sommes annuelles payées à leurs propriétaires, dépassaient 13.400.000 lei or.

Mais la grande *Réforme agraire* étant réalisée après la guerre et les vastes domaines partagés entre les villageois, ce genre coopératif tomba en complète désuétude.

Avant de terminer ce chapitre — malgré la pénurie des données — nous ne voulons pas passer sous

silence, le mouvement coopératif dans les *régions roumaines réunies* après la guerre. Nous le disons au commencement même, que toutes ces unions et associations coopératives, étant dirigées vers d'autres buts que ceux de l'ancien Royaume, beaucoup d'entre elles sont aujourd'hui restées comme des non-sens périssables. Pourtant parmi la quantité de ces organismes non viables, subventionnés par les Etats voisins, il y en avait qui constitués sur de solides bases coopératives, se sont maintenus par eux-mêmes, pouvant ainsi nouer des relations économiques avec les fédérations du pays vainqueur. Quelques-unes de ces coopératives bessarabiennes, et presque toutes celles appartenant au mouvement saxon et magyar de Transylvanie, sont arrivées à ce résultat.

Mais de toutes les provinces revenues à la patrie mère, peut-être seule la *Bessarabie* a au plus haut degré développé sinon l'éducation, tout au moins le sentiment coopératif. Presque toujours ses coopératives avec des parts sociales minimales ou égales, excluaient de leurs statuts les intérêts payés aux capitaux.

Malheureusement si l'éducation religieuse et la disposition chrétienne de ses paysans aidaient cette évolution vers l'association et l'anticapitalisme, pourtant ce milieu trop rustique, manquant de connaissances financières suffisantes, ont dû aussi finir par demander le secours de l'Etat.

Les premières associations dans cette province se sont formées vers 1850 dans un but d'épargne et

de crédit. C'est à peine beaucoup plus tard, et dans le milieu cultivé des colons français et allemands, qu'on a pu enregistrer la naissance de quelques coopératives de consommation (1).

Mais tout ce mouvement associatif bessarabien, resta en marge des lois russes, jusqu'en 1896, quand après le grand congrès coopératif de *Nijni Novgorod*, le gouvernement russe organisa une Commission permanente chargée de la gestion de toutes les coopératives de consommation. Malgré cette institution et malgré un Office central instauré trois ans plus tard à Moscou, toutes ces sociétés ne prirent jamais un grand essor. M. V. Ghenzul, qui fut un des principaux animateurs du mouvement coopératif en Bessarabie, nous apporte cette explication : « La commune bessarabienne, d'un côté très modeste en ce qui concerne les besoins d'un confort trop grand, d'un autre, abondamment approvisionnée avec les produits : de ses champs, de ses prairies, de ses vignobles, ne sentait nullement le besoin associationniste (2). »

En effet, ses paroles sont démontrées par la marche très lente des coopératives de consommation, et cela même après la guerre russo-japonaise, quand les libertés publiques furent agrandies.

L'Office central de Moscou était trop lointain, et la propagande coopérative presque nulle pour pouvoir s'appuyer sur elle. Quant aux « Zemste » (auto-

1. L'année est, 1898 ; le village, Lichtental (Cetatea-Alba).

2. V. Ghenzul, *La coopération de consommation*.

rités publiques), elles se sont toujours gardées d'aider les coopératives de consommation ; sauf peut-être trop tard en 1912, quand la « Zemste » de *Kichineff* leur accorda avec quelque crédit, des instructeurs et des cours gratuits.

Mais ce secours venu si tard, est assurément une des causes de l'indépendance de ce mouvement, tellement proche dans ses buts de ce qu'on a fait en Occident. « La coopération de consommation en Bessarabie s'est développée et s'est consolidée grâce à *ses propres forces*, c'est à cause de cela que le nombre des coopératives a progressé si lentement ; mais les plus nombreuses d'entre elles se sont développées sur la base des secours mutuels (1). » Dans un ouvrage récent de M. A. Galan nous pouvons lire à propos du même sujet : « En proportion le nombre des coopératives était réduit à « presque la moitié de celles de l'ancien Royaume, « mais le nombre des sociétaires était plus grand si « on le rapporte à la population des deux régions ; « en ce qui concerne le chiffre total des ventes il « reste plus petit que celui de l'ancien royaume, infé- « riorité du reste qui provient du fait que les asso- « ciations de Bessarabie ne vendent pas des boissons « alcooliques (2). »

La période qui suit la Révolution russe est caractérisée par un essor fantastique des coopératives.

1. *Op. cit.*

2. A. Galan, *La naissance et le développement de la coopération.*

De 1898 à 1914, on peut à peine compter 40 coopératives de consommation, de cette dernière date à 1920, leur nombre dépassant *mille*. Comme l'enthousiasme était au-dessus des besoins, cette floraison de surface se termina par un grand nombre de liquidations, et en 1921 c'est à peine si on pouvait compter la moitié du nombre de celles fondées l'année précédente. Quant aux fédérations, elles n'apparaissent que tard, en 1917, le gouvernement russe leur étant hostile. Leur création, à la différence de celles de l'ancien Royaume, n'avait comme but, que simplement un large contrôle administratif, leur vraie activité consistant surtout dans les opérations commerciales qu'elles faisaient.

Comme suite à la loi d'unification coopérative du 13 mars 1923, l'Office central bessarabien fut aboli, tout le mouvement de cette province rentrant sous la conduite de la *Caisse centrale* des banques populaires de Bucarest.

En *Ardeal*, le courant coopératif fut depuis sa création sous l'influence éducative des écoles allemandes, dont les principes et l'expérience ne pouvaient être comparés à ceux d'outre Carpathes.

Pourtant si l'Etat hongrois, s'est bien gardé de trop apporter comme secours matériels, il n'a pas toujours procédé ainsi au point de vue de l'immixtion administrative. On n'ignore pas, que cette province qui compte 5.114.124 habitants, est formée par une forte majorité de Roumains : 57,3 % ; 25,5 % de Hongrois ; 10,5 % d'Allemands et 6,7 % de Juifs.

C'est précisément en raison de cette proportion de Roumains, que cette nationalité fut la plus opprimée par l'ancien régime magyar. C'est assurément une des causes qui les ont forcés à préférer les pentes des montagnes, ou la solitude des champs, aux villes où tout rouage était étranger. Dans les principaux centres transylvanes par contre, la grande majorité de la population est constituée par des Hongrois, 65 %; suivis d'Allemands 20 %; les Roumains représentant à peine dans toute cette population urbaine, le taux modeste de 6 %. La forme la plus répandue de coopération en Ardéal étant celle de la consommation, elle était de nature à prospérer surtout dans les villes, et alors naturellement parmi le milieu magyar qui tenait la majorité. Toutes ces sociétés, au nombre de 532 en 1921, affiliées autour de la Centrale « Hangya » d'Ajud, comptaient 135.028 membres, la mise moyenne pour chacun d'eux étant de 254 lei. Si nous les comparons à celle de l'ancien Royaume, le nombre des membres pour chaque coopérative était supérieur, le chiffre d'affaires d'Unité restant le même, l'apport individuel était inférieur. Pourtant ce qu'il fallait admirer dans les coopératives hongroises, c'était que groupées autour de leur Centrale d'Ajud, elles restaient *indépendantes*, ne demandant le secours d'aucune autorité publique. On peut répéter la même chose de leur grand office de Budapest, créé en 1898, avec le seul secours de « l'Alliance des agriculteurs ».

Les coopératives saxonnes viennent en seconde

ligne, le nombre de celles de consommation s'élevant en 1921 à 77, avec 7.642 membres, et une mise sociale moyenne de 99 lei. Parmi toutes ces associations les plus anciennes sont celles de crédit, qui se sont particulièrement développées autour des banques allemandes de Sibiu, Brasov, Bistriza et Banat, très favorables à leur prospérité (1). Quant aux *coopératives roumaines*, leur création commence à peine en 1920 avec le solide secours donné par la Centrale des banques populaires de Bucarest.

Leur développement fut plutôt un saut, car à peine une année plus tard, elles étaient déjà 257, avec plus de 30.000 membres.

Mais naturellement, les années qui ont suivi sont marquées par de nombreuses liquidations, qui coïncident de près avec la diminution des secours venus de la part de l'Etat. Nous croyons par conséquent avec M. A. Galan, qu'en Ardeal la coopération de consommation reste une organisation de beaucoup plus factice que dans l'ancien Royaume, sa floraison trop rapide n'étant due qu'à des besoins passagers, ou bien à des intérêts d'une nature étrangère aux nécessités économiques de cette population de paysans.

En *Bukovine*, le mouvement coopératif fut plus que partout ailleurs, troublé par les maux de la politique autrichienne qui pour donner son consentement à n'importe quelle association, s'intéressait avant tout

1. Faute de données statistiques nous regrettons de ne pouvoir donner plus de détails.

de la *nationalité* de ces membres. Sa première loi bienveillante aux sociétés commerciales fut celle de 1873, mais sur un total de 721 enregistrements faits en 1916, on pouvait à peine compter une soixantaine de coopératives de consommation. Elles étaient à peine 4 en 1900, mais cette année marqua un bel envol surtout pour les associations de crédit, la politique étant à ce moment pour les organisations économiques nationales. Leur prospérité ne dura pas longtemps, les crédits accordés par les institutions centrales étant alloués d'après toutes sortes de raisons occultes et étrangères à une vie saine, économique.

Parmi les coopératives roumaines d'avant la guerre avec une activité un peu plus remarquable, on peut citer : « Pravalia Romaneasca », qui en 1906 arriva à réunir plus de 740 membres.

En 1921 fonctionnaient 46 coopératives, mais malheureusement beaucoup d'entre elles avaient plutôt le caractère d'économats, étant rattachées aux administrations publiques, orphelinats, etc... Pourtant la propagande jamais lasse des offices bucares-tois, arriva quand même à créer en 1919 quelques nouvelles coopératives urbaines, et même avec elles une *fédération* dont le centre fut choisi à *Cernauti*, la capitale de cette province.

CHAPITRE VI

La coopération forestière en Roumanie

Naissance. — Organisation. — Appréciations financières et économiques. — Un exemple significatif : la société coopérative « Albina ».

On pouvait lire dans une thèse récente, ayant comme titre : *La richesse forestière de la Roumanie*, entre autres ces quelques lignes : « Les coopératives forestières ont leur origine dans l'initiative de quelques paysans montagnards, enthousiastes », etc... (1).

Cette bienveillante explication avait l'élégance de rapprocher les braves bûcherons des Carpathes, de leurs précurseurs ignorés, les équitables pionniers de Rochdale. Toutefois nous préférons croire avec M. G. Turneano, que cette initiative est partie en 1905, de beaucoup plus haut, à savoir de la part de M. J. Duca, alors directeur de la Centrale des banques populaires (2).

La première coopérative créée fut « Norocoul »,

1. M. Moruzi, Thèse de doctorat es-sciences politiques et économiques. Paris, 1924.

2. G. Turneano, *L'exploitation du bois, et la coopérative roumaine*.

en 1905, dans la commune de Boroaia, département de Neamt, en Moldavie.

Si dans un précédent chapitre, nous avons indiqué les causes de la formation des coopératives paysannes d'affermage, ici nous nous efforcerons de montrer les raisons qui ont déterminé les gouvernants et les économistes, à généraliser ce mouvement coopératif parmi les populations rurales des montagnes.

Les habitants des versants et des vallées carpatiques, ont comme nous l'avons déjà vu, depuis des temps immémoriaux, trouvé leur existence et leur bonheur, dans l'exploitation et le travail du bois, dans la vie journalière menée à travers les futaies. Mais leur travail avec le progrès devenant de plus en plus impuissant et restreint, en face de ces immenses richesses forestières, les grands capitaux étrangers se sont présentés pour réaliser à leur profit, ce que les humbles bûcherons étaient incapables de faire.

L'exemple donné, d'autres entrepreneurs, cette fois nationaux, sont venus pour acquérir à leur tour le droit d'exploitation, de ce qui se présentait comme de belles forêts et dont la rentabilité ne faisait pas de doute. Devant ces intrus, une grande partie des petits propriétaires des bois, des bûcherons, des menuisiers de village, des constructeurs des maisons, etc., se sont vus chaque jour de plus en plus expropriés de leurs forêts par ces grands capitalistes, ou bien asservis à leurs conditions du travail. Leur situation précaire ressemblait donc d'assez près à celle de leurs voisins de la plaine, où l'expé-

rience des « banques populaires » et des « obști » avait déjà montré par des résultats éclatants sa puissance de réfection sociale. Pourtant pour celui qui voulait regarder de plus près, cette situation se différenciait profondément.

Pendant que l'affermage des terres par le capital bourgeois, formait un état de choses généralisé dans tout le Royaume, par contre, l'exploitation en grand des forêts par des particuliers n'était qu'un début, souvent aux prises avec les circonstances les plus dures, demandant des connaissances techniques solides et une longue expérience des affaires.

Mais les divers gouvernants, dans leur grande sympathie pour les classes paysannes, dans leur sincère désir de voir ces classes plus vite émancipées et propriétaires de forêts qu'elles travaillaient, ont fait tous leurs efforts pour les secourir, finissant peu à peu par atteler l'Etat lui-même, à cette dure besogne.

Les méthodes extensives de grande exploitation forestière employées par les sociétés étrangères, le monopole menaçant des nouvelles associations en train de se créer, l'apparition dans les forêts d'ouvriers étrangers, n'était-ce pas autant de raisons d'encourager le mouvement coopératif si timide à son commencement ?

La nationalisation commerciale de cette très nationale richesse, n'était-elle pas la meilleure voie à suivre ?

Le premier secours venu en 1910, de l'initiative de M. A. Constantinesco, alors ministre de l'Agric-

culture, avait pour but : « la vente des bois de chauffage, par les ministères et les autorités publiques en dépendant, aux *communes rurales* et aux *obsti* ».

La seule condition mise par cette loi, c'était que la valeur des coupes vendues à l'amiable aux associations paysannes, ne *devait pas dépasser 10.000 lei*. Si les années d'avant et pendant la guerre ont marqué plutôt une stagnation pour ces coopératives forestières, au contraire les mois qui ont suivi l'armistice, ont été caractérisés par un développement exagéré de ces associations.

La grande crise du bois, l'effondrement du *leu*, enfin le *fameux décret-loi de 15 novembre 1918*, dont nous avons parlé au chapitre III, constituaient autant de motifs sérieux à cet extraordinaire essor comme le tableau ci-joint nous le montre :

Années	N° coop. forestières	Membres	Moyennes membres par société
1906.....	3	118	39
1909.....	43	1.841	43
1910.....	89	4.563	51
1912.....	149	8.495	57
1915.....	221	12.286	56
1918.....	222	12.203	55
1919.....	384	23.300	61
1921.....	673	41.527	62
1923.....	886	—	—

Une conclusion trop hâtive nous ferait peut-être voir dans cette croissance rapide, et malgré les circonstances favorables indiquées, une situation éminemment prospère de la coopération forestière.

Avant d'aborder l'explication de cette courbe,

nous croyons utile de donner quelques renseignements succincts, sur l'organisation de ces coopératives.

Constitution. — Peuvent faire partie d'une coopérative forestière, tous les habitants majeurs, sans distinction de sexe, faisant partie de la commune où la société a été fondée. Mais si le statut exclut d'une manière expresse les cabaretiers, les commerçants, les entrepreneurs de forêts, il reste muet sur le sort des petits propriétaires de bois. Mais comme l'article 3 donne comme but de ces associations, d'un côté, l'amélioration des conditions du travail et la lutte contre la spéculation, d'un autre côté, l'émancipation des classes paysannes, nous penchons à croire que les propriétaires des forêts restent en marge de la loi.

Le minimum des sociétaires ne peut pas être inférieur à 50, limite qui du reste peut être facilement respectée, d'autres coopératives pouvant être admises comme membres, ainsi que certaines sociétés commerciales; mais ces dernières seulement avec l'approbation préalable de l'Assemblée générale de la société, approuvée à son tour par la Centrale des coopératives.

Les personnes qui ont fait leur demande pour être inscrites comme membres, et ont été refusées par le Conseil d'administration, ont droit d'appel devant l'Assemblée qui peut si elle le croit utile annuler les décisions du Conseil.

La qualité de membre se perd par retraite, exclu.

sion ou mort, la part sociale du sociétaire pouvant être retirée ou cédée seulement après l'approbation de l'Assemblée générale et seulement si ses dettes envers la société ont été acquittées. Conformément à l'article 232 du Code de commerce, tous ces ex-sociétaires continuent à rester responsables pendant deux ans à partir de leur sortie, pour toutes les obligations contractées par la société, n'ayant aucun droit sur les fonds de réserves et autres biens sociaux.

Quant aux *prérogatives* des membres qui sont multiples, nous nous bornerons à citer les principales : 1° Le droit d'acheter à la société pour leurs besoins seuls, du bois de chauffage ainsi que de construction, comme tout autre produit au prix de revient. Dans ce prix entreront les dépenses et l'amortissement des capitaux sociaux, ainsi qu'un bénéfice de 10 % pour la coopérative. Les prix des matériaux seront cotés et affichés chaque année, après l'approbation de l'Assemblée générale, les membres ne pouvant faire de ces matériaux qu'un usage strictement personnel. Ils ont enfin droit à une *prime de travail* et au droit de vote après une ancienneté de six mois. Chaque sociétaire n'a droit qu'à une seule voix, les mandataires ayant exceptionnellement un vote en plus, en dehors du leur.

Au point de vue de leurs *obligations*, le statut les force à répondre solidairement et sans limite, de tous les engagements pris par la société, qui seront couverts par tout l'avoir social, commençant par le

bénéfice annuel, les fonds de prévisions, les fonds de réserve, enfin les parts sociales que la coopérative peut exiger être versées intégralement si elles n'ont été que seulement souscrites. Dans le cas où tous ces fonds ne suffiraient pas encore à couvrir les dettes sociales, alors *l'avoir entier* de ses membres servira à faire face aux exigences des créanciers, conformément à l'article 19 des statuts.

Les autres obligations, plus secondaires, consistent dans le fait de payer la taxe d'entrée (10 lei au moins), de prendre part aux assemblées ordinaires et extraordinaires sous peine d'amende appliquée dès la cinquième absence, afin de se soumettre à toutes les dispositions prises par l'Assemblée générale.

Malheureusement cette importante réunion qui est l'âme même de toute vraie coopération, n'a lieu conformément aux dispositions statutaires qu'une fois chaque année. Les séances extraordinaires, qui pratiquement sont assez rares, ne peuvent se tenir que sur la convocation expresse du Conseil d'administration, sur l'initiative d'un quart des membres, ou bien sur la demande de la Commission des censeurs.

Mais comme pour des raisons qui nous sont complètement étrangères, le Conseil d'administration a le pouvoir d'empêcher les assemblées ordinaires de se réunir, on voit combien faible reste l'esprit coopératif.

Pour que la régularité des assemblées soit reprise, il faut le rapport favorable de la Centrale des

coopératives de production et de consommation, dont nos sociétés forestières dépendent.

Toute assemblée n'a lieu qu'à la suite d'un appel affiché dans ce but pendant quinze jours libres, après lesquels si les membres venus réunissent la moitié plus un, ils peuvent — sous les auspices de leur président — procéder au vote. Il a lieu à mains levées, et à la majorité des voix.

Quant aux attributions de cette assemblée, nous citons textuellement l'article 26 du statut : 1° délibérer sur toutes les questions à l'ordre du jour, avec réserve pour les dispositions de l'article 27, alinéa 4 ; 2° élire le Conseil d'administration et les censeurs, conformément aux articles 27, 29, 40 et 45 des présents statuts ; 3° approuver le bilan et décider sur la répartition des bénéfices ; 4° décider sur la façon de couvrir les pertes de la société, dans le cas où il s'en produirait, en tenant compte des dispositions de l'article 19, alinéa a ; 5° donner au Conseil d'administration décharge pour sa gestion ; 6° décider sur les appels de proposition d'entrée dans la société, conformément à l'article 6 ; sur les appels d'exclusion des membres, et retrait des parts sociales, conformément à l'article 8 ; 7° approuver le budget des recettes et dépenses.

Ce budget n'est pas définitif jusqu'à ce que se soit prononcée aussi la Centrale des coopératives, dans le cas où la société a emprunté à la Centrale, ou quand elle a en exploitation des forêts de l'Etat, de l'Ephorie ou des institutions publiques ; 8° approuver les achats

de forêts, les achats ou créations de toutes sortes d'installations nécessaires à l'exploitation et aux installations mécaniques pour le travail du bois, conformément à l'article 22 ; 9° fixer le maximum de la somme, jusqu'à laquelle le Conseil d'administration peut engager la société ; 10° établir la cote des matériaux qui peuvent être vendus aux membres pour leurs besoins, et les règles de distribution, conformément à l'article 16, alinéa *a* ; 11° fixer le laps de temps pour lequel peuvent être acceptés les dépôts à fructifier, ainsi que les intérêts qui doivent être payés, conformément à l'article 22, alinéa *E*.

L'administration de la société est confiée à un Conseil, élu par l'Assemblée générale pour un délai de trois ans, et composé de 9 membres se renouvelant par voie de tirage au sort, 1/3 chaque année. Les membres sortis au sort sont rééligibles. Le Conseil d'administration peut déléguer un ou plusieurs sociétaires choisis dans son sein, pour une conduite plus rigoureuse de l'entreprise, mais en fixant d'une manière détaillée, l'étendue de leurs pouvoirs et après que ce Conseil a élu son président et son vice-président.

Dans le cas de démission, maladie, mort, etc., d'un des membres du Conseil d'administration, c'est à la Commission des censeurs qu'incombe la charge de nommer d'autres personnes, et avant la réunion de l'Assemblée générale, qui à son tour a la faculté de désigner d'autres membres, si le choix des censeurs n'est pas à son goût.

Le Conseil d'administration doit être convoqué deux fois par mois, de préférence le dimanche, par son président, ou en son absence par le vice-président. Les décisions sont prises à la majorité des voix et en cas de parité, la voix du président décide. C'est du reste à lui qu'incombe la représentation de la société dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Les *devoirs* de ce Conseil d'administration sur lequel nous insisterons peu, sont du reste assez ressemblables à ceux des sociétés capitalistes. En effet, c'est ce conseil qui statue sur ce qui concerne : l'engagement et le remplacement du personnel, la constitution du budget des dépenses, la fixation des prix et les conditions de vente ; c'est toujours lui qui doit décider sur la construction des locaux, la convocation de l'Assemblée générale, la désignation des personnes qui peuvent signer valablement pour la société, etc.

Une différence pourtant essentielle avec les sociétés commerciales consiste dans le fait que ce Conseil est tenu à une soumission parfaite aux ordres reçus de la Centrale des coopératives.

Des dispositions intéressantes, plutôt théoriques, résultent de *l'article 35*, qui ordonne la solidarité des membres du Conseil d'administration et leur responsabilité illimitée envers la société pour toutes les pertes que celle-ci éprouverait, à la suite de leur mauvaise foi, ou de leur négligence.

La mise sociale de chaque administrateur ne peut pas être inférieure à 500 lei, et elle doit être com-

plétée dans le délai maximum de trois mois, sous peine d'annulation d'élection, ordonnée par la *Commission des censeurs*.

Ce dernier organe, comme on le voit, forme l'instance de contrôle à l'égard du Conseil d'administration. C'est une des raisons pour lesquelles les statuts s'opposent à toute parenté entre les membres des deux conseils, comme encore à toute alliance de famille entre les censeurs eux-mêmes.

Comme obligations, il incombe à ce Conseil : la vérification de la situation de la *caisse*, au moins une fois par mois, la vérification des bilans, et la rédaction des rapports à lire devant l'Assemblée générale, comme le versement intégral au bout de trois mois de 500 lei, pareillement à leurs collègues les administrateurs.

Les Censeurs au nombre de 3, sont élus annuellement par l'Assemblée générale avec possibilité de rééligibilité.

Quant aux *opérations principales* que les coopérations forestières peuvent faire, elles consistent spécialement dans : l'achat de bois, soit en pleine propriété, soit seulement pour les exploiter; dans l'achat des arbres coupés, ou bien des machines et installations forestières, etc...

S'il s'agit de l'Etat, la vente a lieu généralement à l'amiable, mais ces acquisitions peuvent être faite encore par le moyen d'une adjudication publique. Malheureusement ici encore une fois de plus, leur initiative est paralysée, car dans ce dernier cas

l'avis préalable de la Centrale de coopératives est exigé. Et cela même dans les nombreux cas où ces sociétés obtiennent à l'amiable de l'Etat des superficies forestières importantes, elles sont contraintes par de rigoureux contrats, à l'exécution d'un certain genre de coupes, à la création de pépinières et l'installation de tout le matériel nécessaire pour cette fin.

Si cette *tutelle* administrative, est loin de se concilier avec l'esprit coopératif, d'autres faits, beaucoup plus graves à notre avis, viennent s'ajouter à ce non-sens.

Le premier, est celui qui oblige ces sociétés à vendre leurs produits à un *prix inférieur à celui du marché*, non pas seulement à leurs membres, mais encore à leur Fédération, aux coopératives de consommation, aux ministères et à toutes les institutions publiques.

Or, c'est un fait notoire que toute coopérative de production a une structure capitaliste, et dans une entreprise capitaliste *le profit* ne peut être ni supprimé ni réduit, si on envisage la prospérité de l'entreprise. Une liberté entière doit lui être laissée, tout aussi bien dans le choix de ses débouchés que dans la stabilisation de ses prix et l'acquisition d'une clientèle.

Voici maintenant, comme un renforcement de la même idée, l'opinion de M. Ch. Gide lui même :
 « L'avantage le plus connu et le plus palpable, si je
 « puis dire, c'est d'assurer à l'ouvrier — soit une
 « *réduction de dépenses*, dans le cas où la société
 « revend ses denrées au prix de revient — soit un

« *supplément de revenu*, dans le cas où la société
« revend au prix de détail et distribue à ses membres
« les profits ainsi réalisés.

« Les deux systèmes paraissent à peu près équi-
« valents, quant aux résultats ; cependant c'est le
« second, connu sous le nom de *système de Roch-*
« *dale*, qui est de beaucoup supérieur et c'est celui
« du reste qui est consacré aujourd'hui par *l'expé-*
« *rience presque unanime* des sociétés coopératives
« de tous les pays. » Les raisons principales de ce
second choix sont énumérées un peu plus bas :
a) cette méthode permettrait à la société de prendre
plus d'extension, précisément en raison des bénéfices
qu'elle lui fait réaliser et dont elle retient une partie ;
b) parce qu'elle procure un avantage plus réel
à l'ouvrier, le supplément de revenu touché à la fin
de l'année sous forme d'une somme ronde consti-
tuant une ressource beaucoup plus efficace et beau-
coup mieux utilisable qu'une économie de quelques
sous, faite au jour le jour ; c) enfin parce qu'elle dis-
pense de fixer à l'avance le prix de revient qui reste
toujours incertain jusqu'à l'inventaire.

Nous nous abstenons pourtant de faire un grief de
cette manière d'envisager les affaires, parce que cette
façon, bien que n'étant pas celle d'une organisation
coopérative idéale, ne marche pourtant pas à l'en-
contre des postulats de ce genre de coopératives.
Toutefois, examinant un peu plus loin, l'alinéa b de
l'article 22 nous avons été frappés de l'esprit tout à
fait anti-coopératif dans lequel il a été élaboré.

En effet, cet article permet l'embauchage des ouvriers salariés, en *dehors des membres* formant l'unité coopérative : « *Dans le cas où les membres ne seraient pas assez nombreux pour l'exploitation, on emploiera des ouvriers venus d'autre part, majeurs ou mineurs.* »

Qu'est-ce que devient dans ce cas, tout ce bel idéal coopératif où le capital ne sera plus le maître tout-puissant et où par contre le travail prendra cette place enviable ? Qu'est ce que devient cette impeccable société sans spéculateurs ni spéculés ? Cette solidarité de tous dans l'intérêt unanime, où s'enfuit-elle ?

L'antagonisme entre ouvriers et patrons ne va-t-il pas retourner par une nouvelle voie, préparée dans ce cas par la coopération elle-même ?

La discorde, les grèves, les chômages, dont ce mouvement nous les montrait bannis pour toujours, ne vont-ils pas rentrer de nouveau par cette porte mal fermée des coopératives forestières ?

Nous voulons croire que c'est simplement une lacune statutaire, que le législateur plus tôt ou plus tard devra y remédier.

Dans le même article, nous pouvons lire plus loin des dispositions arrêtant l'interdiction sociale de toute vente à crédit, la liberté enfin que les coopératives ont de recevoir des fonds en fructification, d'organiser des cantines ouvrières, exploitables seulement en régie, et ayant surtout comme but la lutte contre l'alcoolisme.

Toutes ces sociétés, pour pouvoir obtenir des em

prunts, ont besoin au préalable de l'approbation soit de leur Centrale, soit de celle de banques populaires.

Le capital social formé souvent en majeure partie par les versements des membres, doit dans sa totalité ne pas être inférieur à 500 lei ; tout au moins il faut qu'il soit souscrit pour ce chiffre. A son tour chaque sociétaire a la possibilité de verser seulement 10 % du capital souscrit, mais les dividendes tout aussi bien que la prime du travail à laquelle il a droit, ne lui seront pas payés jusqu'au versement intégral de cette somme.

Si par hasard la société reçoit des donations, on emploierait les intérêts conformément aux désirs du donateur s'ils existaient, sinon ils entreraient directement aux fonds de secours ; si la société vient à liquider, ces donations passeront de plein droit dans le patrimoine de la Centrale des coopératives de production et de consommation.

Le Conseil d'administration par ses délégués, établit le bilan annuel, et le compte des profits et des pertes sociales. Enfin ce même Conseil comme du reste celui des censeurs, a droit à des *tantièmes*, qui seront calculés et distribués par rapport au nombre des séances auxquelles ses membres ont pris part.

Le statut permet encore le payement des *dividendes* chaque année, proportionnellement au capital versé, comme encore une *prime de travail* en sus des salaires et des dividendes touchés. Cette prime de travail qui n'est accordée qu'aux sociétaires seuls, et qui forme une des caractéristiques de ces associations

forestières, a donné de très bons résultats, faisant venir en plus grand nombre les paysans désireux d'argent.

Il y a eu de ces sociétés, qui ont réussi à payer des primes de travail atteignant plus de moitié des salaires touchés au cours de l'année.

On voit encore une fois de combien l'intérêt du profit, l'appât du lucre, dépasse les sentiments du bien collectif, tant insinué et prôné par les théoriciens.

Les articles 47 à 49, qui sont entièrement consacrés à la confection du *bilan annuel*, ressemblent schématiquement à ceux de toute autre société commerciale. Retenons donc seulement la manière dont le *bénéfice net social* est réparti aux divers postes.

L'examinant, nous pourrions constater que 10 % au minimum seront versés aux fonds de réserve; 7 % au maximum au Conseil d'administration; 3 % au maximum aux censeurs; 5 % aux fonds « culturel » et 2 % au moins aux fonds philanthropiques.

Sur le restant il sera payé, d'abord un premier dividende de 5 % au capital versé, et à partir du moment où a été effectué ce versement. Sur ce qui restera encore, il sera attribué une prime du travail, qui dans tous les cas ne pourra pas dépasser un maximum de 20 % du montant des salaires payés.

S'il existe encore un reste, il sera encore distribué, mais seulement avec l'approbation de la Centrale, un second dividende de 5 % maximum, et enfin le restant sera attribué entièrement à une seconde prime de travail.

Le taux de la prime de travail se calcule sur le total des salaires payés à tous les ouvriers et fonctionnaires, mais cette prime n'est payée qu'aux ouvriers et aux fonctionnaires qui sont sociétaires. Quant à la part de prime revenant aux non-sociétaires, elle est passée aux fonds « culturel ».

Les membres du Conseil d'administration n'ont droit à la prime de travail que s'ils ont travaillé et s'ils ont été salariés.

Tout ce que nous dégageons avec inquiétude de ces dispositions, c'est qu'au *poste de réserve* ne va que purement et simplement un 10 % du bénéfice social ; les taxes des inscriptions, comme les amendes des membres absents, ne pouvant que très peu compter.

Quand on se rappelle que dans la coopération anglaise, les sociétaires sont obligés de laisser à ce poste de réserve plus des $\frac{3}{4}$ du bénéfice social, quand on se souvient encore que la majorité des membres consacrent de leur propre gré, tous les dividendes qui leur sont dus à la consolidation de leur société, on comprend vite combien nous sommes loin, combien il nous manque cet esprit coopérateur de solidarité, qui à lui seul tient en Angleterre tout le mouvement coopératif.

Toutefois il faut reconnaître au législateur roumain, la bonne idée de consacrer 7 % des bénéfices annuels aux œuvres philanthropiques et d'instruction.

Ce que nous lui reprochons, c'est simplement que

ces actions charitables restent un peu en dehors de la sphère d'une coopération forestière, dans tous les cas elles font gronder parfois, certains comptables ou fonctionnaires des coopératives, mal payés, etc.

Quant aux *fonds de réserve* servant à couvrir les pertes éventuelles, ils restent la propriété exclusive de la société, et en cas de dissolution, ils passent dans l'avoir d'autres coopératives, qui à leur tour peuvent les repasser à des nouvelles coopératives de la même catégorie, et au même poste.

Une destination pareille, a le fond « culturel », car lui non plus en cas de liquidation sociale, ne peut pas entrer dans les patrimoines particuliers.

Toute *liquidation* est faite par les soins de la *commission des censeurs* (de nationalité roumaine, jouissant de tous les droits civils et politiques), et seulement dans le cas où le nombre des membres opposants reste inférieur à 50.

Enfin d'aucune façon et dans aucun cas, ces coopératives ne peuvent être transformées en sociétés capitalistes.

Mais sur toute cette organisation coopérative, et sur son remarquable développement, on ne pourra pas porter une juste appréciation, avant de jeter un coup d'œil attentif sur *sa situation financière*.

Avant d'aborder ce problème, disons en passant que nous avons rencontré de grandes difficultés, non pas seulement à cause de la méfiance que la Centrale des coopératives a toujours montré pour la publication des situations mauvaises de certaines so-

ciétés, mais encore dans le fait que ces coopératives ne sont pas tenues d'envoyer leurs bilans à cet office central.

Le peu de données dont nous allons nous servir, a été en grande partie extrait d'un récent ouvrage très bien documenté de M. A. Galan : *La naissance et le développement de la coopération moderne* et que nous avons déjà mentionné au cours de notre thèse.

Pour nous rendre mieux compte des bases financières sur lesquelles s'appuie ce mouvement des associations forestières, nous donnons le tableau ci-dessous montrant leur situation générale entre 1908-1922, au point de vue des *capitaux propres* et des *dividendes distribués*.

Année	Prop. des cap. propres	Le taux des div. distrib.	Nombre des coop.
1908.....	69,5 %	9,6 %	32
1910.....	45 %	8 %	89
1912.....	66,1 %	14,1 %	149
1921.....	15,5 %	5,12 %	347
1922.....	30, %	—	230

De cette statistique on peut très bien voir entre autres, qu'avant la guerre ces coopératives faisaient appel aux crédits extérieurs, seulement pour *un tiers* de leurs besoins, tandis qu'après la guerre cette proportion monte quelquefois, à plus [des *trois quarts* de leur *avoir* social. En effet en 1921 et 1922 ces sociétés ont eu recours à des crédits marquant 85 % et 80 % au-dessus de leur capacité de paiement. Et encore ces taux, paraît-il, sont d'après

les données des spécialistes, inférieurs à la vérité, ne représentant qu'un tiers du total des coopératives forestières qui ont fait appel au secours de leur Centrale.

En 1922 la totalité des fonds avancés par celle-ci à ces associations, dépassait *125 millions lei*, or les données officielles n'ont voulu enregistrer à cette date que 68 millions, chiffre qui ne reste exact que pour $\frac{1}{3}$ des coopératives, c'est-à-dire seulement pour celles qui ont bien voulu *envoyer leurs bilans à la Centrale*.

En 1923 le crédit procuré par le même Office, et aux mêmes sociétés, atteint le respectable chiffre de *225 millions de lei*. Une consolation pourtant nous reste, cet argent étant employé moins en tantièmes et primes que dans d'admirables installations industrielles.

D'un autre côté de la même statistique, on peut constater avec joie, que les avantages accordés aux capitaux, et sous toutes leurs formes, ont sensiblement diminué depuis la guerre, dans l'intérêt du travail.

Retenons toutefois pour nos conclusions, ce fait essentiel et qui se dégage de ces chiffres mêmes, à savoir *le crédit exagéré* accordé à ces associations par l'Etat et qui nous fait malgré nous penser quelquefois au *parasitisme coopératif*, tellement reproché par les adversaires de ce mouvement.

Faisons maintenant un pas plus loin.

Si on peut adresser ces reproches aux petites

sociétés forestières, restent-ils fondés vis-à-vis des grandes entreprises coopératives, roulant des fonds importants ?

La statistique, publiée à ce sujet par la Centrale des coopératives elle-même, reste suffisamment éloquente :

1921	Nombr. coop.	Membr.	Instalat. Immb.
Situat. <i>générale</i> des coop.	347	34.999	26.363.000 le
Situat. des <i>gdes coop.</i>	16	5.027	19.824.000 —
Situat. des <i>gdes coop.</i> par rapp.			
aux autres.	4.60 %	14.40 %	75 %

	Cap. propres en lei	Cap. emprt. en lei	Proport. des cap. pr. %
Situat. <i>générale</i> des coop.	21.534.000	117.595.000	15.50 %
Situat. des <i>gdes coop.</i>	6.959.000	98.734.000	6.50 %
Situat. des <i>gdes coop.</i> par			
rapp. aux autres.	32 %	84 %	

De ce tableau de 1921, contenant seulement la situation de 16, des 26 grandes coopératives forestières, ressort clairement deux choses : premièrement, la grande importance économique de ces sociétés, car comme on l'a vu elles détiennent plus des 3/4 de la puissance industrielle de tout le mouvement coopératif forestier ; deuxièmement on peut constater ici le secours exagéré accordé par l'Etat à ces associations, qui comme nous le verrons plus tard aboutira souvent au discrédit et à la ruine, moins de ses propres membres, que du mouvement tout entier, et de l'Etat lui-même.

Malgré l'expérience la plus élémentaire des affaires, qui depuis longtemps a pleinement montré que la technique des entreprises bancaires doit

rester différente de celle des entreprises industrielles, en ce sens que les premières peuvent jouir des crédits de beaucoup plus larges que les dernières qui ont une grande partie de leurs fonds investis dans des installations, nos sociétés forestières ont fait fi de ce principe, le considérant toujours comme très négligeable.

En effet, M. A. Galan faisant l'analyse de l'*encaisse* de nos sociétés industrielles particulières, a trouvé que pendant que celle-ci pouvait être représentée par le rapport de 50. 40 % ; et la totalité de leurs *dettes*, par 49,7 % ; les mêmes postes de nos coopératives forestières, ne pouvaient être représentés que par 6,5 % ; et 95,5 %.

Si à tout cela on ajoute les grandes installations et superficies des bois que les coopératives forestières ont acquis avant la guerre dans les meilleures conditions possibles, si on tient compte encore du rapide fléchissement de notre devise qui a supprimé presque les anciennes dettes facilitant l'exportation, on voit de plus en plus clairement comment, avec l'évolution de notre vie économique vers le normal, leur situation a empiré.

Devant cet état des choses le rapport du Conseil d'administration de la Banque Nationale, lu dernièrement, devant l'Assemblée générale était bien caractéristique : « Pour les coopératives rurales, il faut revenir au principe essentiel, consistant dans le fait que le *capital des coopérateurs doit dépasser le capital emprunté*, et qu'il n'est guère possible

qu'une entreprise progresse, si elle emploie 100 ou 200 mille lei, fournis par ses membres, et très souvent quelques dizaines de millions empruntés à la Centrale, ou bien à la Banque Nationale. »

Pour mieux mettre en relief les maux dont souffrent ces coopératives forestières, et dans le but d'apporter de nouvelles lumières à tous ceux qui veulent s'intéresser de plus près, nous avons cru utile d'apporter ici quelques données moins vagues, parce que moins générales, extraites d'un très rare rapport, d'août 1924, constatant les dégâts, et le désarroi, d'une des *plus grandes* de nos coopératives forestières : *Albina* (1).

La coopérative *Albina* a été fondée en 1914 avec 50 membres et un capital versé de 8.000 lei, mais son activité fut presque nulle jusqu'en 1919, quand adoptant le statut-type de la Centrale, elle réussit à avoir à cette date, 68 membres. Dans la même année pour commencer une exploitation en grand, elle acheta à l'amiable de l'Etat, 850 hectares de forêts de mélèze, dont les bois étaient en partie abattus par le vent, et attaqués par le terrible insecte ravageur « *Bostricus* ».

Le prix convenu fut de 4.000.000 lei, mais payable en *six termes* annuels, dont le tout expirable en 1925.

1. Cette coopérative, *Albina*, l'abeille, se trouve dans la commune de Tarcau, département de Neamt. Quant au rapport se trouvant en manuscrit et que nous avons eu beaucoup de difficultés à l'obtenir, se trouve rédigé et signé par le très connu conseiller sylvicole, Michel Tanassesco, ancien directeur général de la « Caisse des Forêts ».

Pourtant avant de payer sa dette, en février 1920 la même société achète des *nouvelles forêts* de mélèze, cette fois admirablement conservées et s'étendant sur des superficies de beaucoup plus grandes, 1.265 hectares, et dont le prix, fixé quand même à l'amiable, montait à 8.885.000 lei, payable en *vingt-quatre* termes.

Mais si tels étaient les achats faits par cette coopérative, le nombre de ses membres restait toujours insignifiant vis-à-vis de son chiffre d'affaires ; en 1923 leur nombre était de 450, et le capital social de 180.000 lei.

A côté de cela, les *trois-quarts* de ces membres étaient inscrits pour des sommes dérisoires, variant entre 2, 50 ou 200 lei ; ce qui fait dire à l'expert chargé de l'enquête : « Dès le commencement on
« se rend compte que nous n'avons pas affaire à une
« coopérative réelle dans l'esprit statutaire, mais à
« un groupement de quelques personnes qui érigées
« en représentants de la coopérative, ont réussi à
« obtenir de l'Etat des forêts en exploitation dans
« des conditions extrêmement favorables (moins de
« la moitié de la valeur réelle), et de la Centrale des
« coopératives de grands crédits avec des intérêts
« réduits.

« Donc, des coupes à bon marché, des intérêts
« réduits, tout était réuni pour le développement
« rapide et prospère de cette association ; toutefois,
« d'un manque visible d'expérience, d'esprit administratif, et surtout du contrôle de la part de la

« Centrale des coopératives, *Albina*, au lieu de
 « progresser a toujours marché de mal en pis, de
 « sorte que sa dette à la fin de 1923, s'élevait à la
 « somme fabuleuse de 66.066.000 lei (1). » A cette
 date nous l'avons déjà indiqué plus haut, *son capital
 social était à peine de 180.000 lei, tandis que les
 arrérages seuls à payer s'élevaient à 400.000 lei.*

Devant une telle situation évidemment tout travail
 dut cesser, pour laisser place à l'enquête des experts.

Voici maintenant l'examen de plus près des faits
 essentiels qui se dégagent de cette expertise, et qui
 ont mené cette coopérative à son échec final.

Premièrement au point de vue de son départ, cette
 société a été mal conçue par un modeste *groupe de
 citadins, qui désirant avant tout de gros bénéfices
 avec un minimum de capital et de risques, ont pensé
 que la meilleure affaire à faire, c'était d'organiser
 une coopérative forestière.*

Donc il ne s'agissait que d'un paravent, d'un
 camouflage plus ou moins bien tressé, mais dans
 tous les cas possible et concevable seulement là où
 le besoin coopératif est plus ou moins *nul*.

Ce point de vue ressort clairement de ces quelques
 lignes du même expert : « J'ajoute que des recher-
 « ches faites, j'ai constaté que pendant tout ce délai
 « (1919-1924), pas même 30 membres paysans ont été
 « dans les forêts pour aider aux divers travaux ; par
 « conséquent les paysans coopérateurs ont dû être
 « amenés dans cette société seulement pour com-

1. Rapport sur la coopération « Albina », signé : M. Tanăşesco.

« pléter le nombre des membres, en souscrivant
 « 5 ou 10 lei par personne, comme n'importe quel
 « actionnaire capitaliste.

« Ils ne se sont pas réunis dans cette coopérative
 « comme une assemblée d'ouvriers montagnards
 « afin de bénéficier de leur prime de travail, comme
 « de leur énergie personnelle. Donc cette coopéra-
 « tive *n'avait pas comme but de procurer du travail*
 « *aux paysans des régions montagneuses manquant*
 « *de terrains agricoles, de leur créer enfin une situa-*
 « *tion matérielle supérieure, même avec des sacri-*
 « *fices de la part de l'Etat qui leur cédait des coupes*
 « *à des prix de beaucoup inférieurs à la réalité et*
 « *dans l'unique désir d'élever cette classe, fondement*
 « *du pays...* » et plus loin... « Le mal se sent dès le
 « commencement ; coopérative d'ouvriers, mais où
 « les coopérateurs ne travaillent pas dans les forêts ;
 « plutôt un groupement de quelques personnes, qui
 « sous l'emblème coopérative, tâchent de soustraire
 « maints avantages soit de la Caisse des forêts soit
 « de la Centrale des coopératives, pour leurs plus
 « grand profit, et sous la forme : d'émoluments,
 « déplacements, tantièmes, etc... »

Examinant maintenant la *manière d'exploitation* que cette coopérative a employé, pour faire fructifier ses capitaux et ses biens, voici ce que nous constatons : Après l'acquisition à l'amiable, donc dans des conditions de prix très avantageuses, de ces 850 hectares de forêts de mélèze, elle prend en échange vis-à-vis de l'Etat, l'obligation de mettre à

sa disposition, un personnel de surveillance et les ouvriers nécessaires, pour la lutte contre les « Bostriches », dont la multiplication menaçait les forêts saines d'alentour. Grâce à cet engagement la société « Albina » obtient de la Centrale des coopératives des capitaux importants avec lesquels conformément au contrat passé avec le ministre de l'Agriculture, elle commence dès l'année 1919 des coupes en masse.

En 1920 on disposait dans les 3 chantiers de cette forêt, d'un total de 85.224 mètres cubes d'arbres abattus et écorcés. En 1920 on a coupé une quantité égale, mais en 1922 et 1923, l'insecte diminuant son ravage, le volume de bois abattu diminue en conséquence. Malgré ce ralentissement, en 1924 la quantité totale de bois de mélèze coupé et écorcé, dépassait l'important chiffre de 540.000 mètres cubes ; la lutte seule contre l'insecte avait nécessité l'abatage de plus de 300.000 mètres cubes.

Quant aux dépenses faites dans cette exploitation par la société, c'est-à-dire : le transport des bois abattus au torrent de « Bistriza », etc., etc., elles s'élevaient en 1924 à 70 millions, dont 3 millions dans le seul combat contre les *bostriches*.

Mais si les conducteurs de cette entreprise — ici d'après le rapport se manifeste leur grande erreur — se sont empressés de lutter contre l'insecte en rasant des grandes surfaces des forêts et en façonnant des milliers d'arbres abattus par les vents, ils ne se sont pas probablement rendu compte des quantités réalisables en procédant de cette manière. Ils n'ont

plus pensé non plus, aux difficultés de transport de tout ce matériel ligneux, pas plus qu'à l'impossibilité de son débit rapide ; faits qui ont contribué à l'amoncellement sur place de dizaines et centaines de mille mètres cubes de bois de sapin, exposés aux champignons, et à la pourriture.

En effet, de la quantité totale indiquée plus haut, la société *Alleina* pendant ces cinq ans de fonctionnement, n'a réussi à transporter et à sauver qu'à peine 200.000 mètres cubes, c'est-à-dire un peu plus d'un quart.

Au point de vue des installations en vue de l'exploitation, le rapport de l'expert nous dit encore, que le Conseil d'administration de cette coopérative a eu encore le grand tort, d'immobiliser une grande partie des fonds sociaux dans l'achat d'une trop puissante locomobile, située trop loin du terrain d'exploitation ; au lieu de se procurer un grand nombre des scies alternatives, qui fixées aux bouches des torrents, auraient travaillé plus régulièrement, et au fur et à mesure de l'abatage des arbres. Si on avait procédé ainsi, la coopérative serait rentrée immédiatement dans l'argent dépensé, le doublant d'importants bénéfices.

Enfin on commit de graves erreurs de *technique forestière*, dans l'installation des canaux pour la descente des billots.

Les spécialistes savent, que chaque fois qu'il s'agit de la construction d'une pareille rigole — très chère du reste, coûtant entre 50 et 60 lei le mètre

linéaire — la première action de l'exploitation c'est de faire venir le plus vite possible, afin de les écouler, tous les matériaux des pentes voisines ; sachant qu'une pareille installation ne dure pas plus d'un an ou deux, sans nécessiter ensuite des réparations radicales et très coûteuses. Or, le travail qui a été exécuté par cette coopération a été tellement incohérent, qu'au lieu d'amener en masse comme il le fallait les troncs de sapins à ces canaux, afin de les écouler immédiatement, on s'est borné à faire glisser 10.000 ou 15.000 mètres cubes de bois, puis on s'est arrêté pour deux ou trois ans, pour recommencer ensuite.

Conséquence : les rigoles avec tout le bois dedans ont pourri, causant à la société une perte de plusieurs millions.

Sans entrer plus loin dans l'examen des détails de haute technique forestière concernant les aménagements et la topographie locale, résumons ici nos impressions sur cette grande coopérative de production forestière.

Faisant cet essai, nous avons la ferme conviction que nous n'arriverons pas seulement à établir quelques données intéressant le cas spécial de la société « Albina », mais en outre mettre en relief les *grands défauts* de tout notre débile mouvement coopératif. Du reste les chiffres donnés plus haut, regardant la situation générale de ces associations, sont, pour qui-conque veut les approfondir, une preuve indubitable.

Affirmer que tout le mal provient de la mauvaise foi et de l'incapacité du Conseil d'administration de

cette société, comme de tant d'autres, n'est regarder la vérité que d'un seul œil ? C'est certain, et nous avons vu dès le commencement même, qu'à la base de cette coopérative se trouvait la mauvaise foi, et le désir de lucre, mais cette société aurait-elle pu voir le jour, sans le secours de la Centrale des coopératives et la bienveillance de l'Etat ?

Et dans ce cas, les organes supérieurs chargés du contrôle, ont-ils pris les informations nécessaires pour savoir à qui ils tendaient la main ?

S'il s'agit d'une meilleure répartition des responsabilités, des erreurs et des faux-chemins coopératifs, voici comment, d'après nous, la question doit être posée.

Quand on avance des *dizaines de millions annuellement*, le bon sens le plus élémentaire nous commande de nous demander à qui nous les avançons ? Le Conseil d'administration de l'*Albina*, battait ce record, croyons-nous, de gérer une entreprise coopérative où la totalité des membres à un moment donné, n'avaient pas même la 1/350 partie des capitaux qui roulaient.

Pour égayer cet horizon ténébreux, disons sans aucun parti pris, qu'en Roumanie il y a, à côté de cette multitude de fausses créations, de rares, mais de vraies coopératives forestières.

Entre autres, la vaillante coopérative de « Raul-targului » du département Muscel, qui a donné comme prime de travail en 1921, des sommes d'argent atteignant presque 1.400 lei par sociétaire,

alors que les 5 autres grandes coopératives, les plus prospères, ont réussi à peine à distribuer 166 lei par membres et par an.

Malheureusement pas même pour cette société, les capitaux propres n'ont pu dépasser 30 % de tous les moyens financiers, et malgré tous les avantages exceptionnels dans lesquels elle a pu avoir ses forêts. On a toutefois enregistré un progrès remarquable, car le capital propre de cette coopérative était en 1921 à peine de 12 % du total des fonds qu'elle manipulait.

Quels sont alors les grands maux dont souffre notre jeune coopération forestière si par ailleurs existent des exceptions ?

Si ces tares sont inhérentes peut-être à *tout notre édifice coopératif*, n'a-t-il rien donné en échange au pays ? Voilà deux réponses, auxquelles nous nous efforcerons de répondre dans les conclusions qui suivent.

CONCLUSIONS

- a) Conclusions sur le mouvement à l'étranger et en Roumanie ;
b) Qu'est-ce que la coopération ; c) Par quoi la coopération roumaine s'éloigne de la grande et la vraie coopération d'ailleurs ; d) Les tares et les bienfaits du mouvement coopératif forestier roumain.

Du bref exposé que nous avons présenté dans l'introduction de notre travail, et surtout des nombreux écrits sur ce sujet, se dégage l'impression que l'idée coopérative a fait son apparition presque en même temps que le socialisme moderne et comme suite des maux qu'inaugurait le nouveau monde capitaliste.

Nous entendons surtout par ce mot, la concentration des fortunes au détriment des masses prolétaires.

Après avoir indiqué au début même de cette thèse, comment la doctrine coopérative s'est épanouie sous sa forme la plus pure en Angleterre parmi les foules ouvrières, et où la séparation entre les pauvres et les riches s'était plus accusée, nous avons ensuite tour à tour examiné successivement le même mouvement en France, et en Allemagne, pour mieux pouvoir apprécier la coopération roumaine, et anéantir surtout certains préjugés.

Revenant à l'Angleterre, on a vu comment dans ce pays, ce courant coopératif différant du socialisme par son atmosphère de calme et d'amour entre les hommes, n'en était pas moins en vive opposition avec les systèmes alors en vogue parmi les écono-

mistes : du profit, de la concurrence, d'un patron et d'un ouvrier.

John Stuart Mill disait déjà à propos de ces associations démocrates : « Il n'y a pas de coopération lorsque quelques personnes se réunissent afin de réaliser un bénéfice profitable seulement à une partie d'entre elles. Coopération est là où tout le produit a été divisé. Ce qui est désirable, c'est que la classe ouvrière entière puisse participer aux acquisitions du travail. »

On peut donc voir facilement, qu'on peinait déjà, pour l'avènement d'un meilleur monde économique, organisé sur les bases d'une répartition plus équitable des produits.

Analysant ensuite les causes et la naissance des idées coopératives en France, on s'est rendu compte, que si le milieu social dans lequel elles sont nées, était à peu près semblable à celui d'Outre-Manche, la technique d'organisation de la coopération, comme la tactique de transformation sociale, restaient sensiblement différentes.

En effet, on sait comment Buchez tâchait d'un côté d'introduire dans sa doctrine de larges principes chrétiens, et chose bizarre, gardant si c'était possible le régime compétitif, comme le seul vivifiant d'énergies et par conséquent suffisamment productif.

D'un autre côté, L. Blanc essayait d'agencer un mouvement coopératif où la production serait mise entre les mains ouvrières, et où l'Etat interviendrait au point de vue financier, obligatoirement. Ces pers-

pectives intéressantes de L. Blanc, qui donnent du reste la note caractéristique du mouvement coopératif français, l'ont rapidement emporté sur les théories du Buchez, soutenant la non immixtion de l'Etat, mais le revers de la fortune vint, avec le discrédit de l'opinion qui devait vite balayer ses idées avec la ruine des ateliers nationaux.

Quant à l'Allemagne, qui nous intéresse spécialement, la naissance et l'évolution de la coopération s'y sont accomplies dans des conditions sensiblement différentes de ce que nous avons vu se passer en Angleterre, ou bien en France.

Dans ce but précisément, nous avons fait ressortir d'une façon ample, le fait que l'idée de la coopération ne s'est pas développée spontanément parmi les masses du peuple allemand, mais qu'elle a été importée, modifiée et greffée plus tard, par les économistes et les philosophes de ce pays et dans certains milieux populaires.

Les premiers initiateurs des courants associationnistes, en Allemagne : un A. Schmidt, un Winchelleck, un Victor-Aimé Huber et même un Schulze dans ses premiers écrits, n'ont été que les fidèles compilateurs des grands penseurs socialistes qui les précédaient : Saint-Simon, Fourier, Owen, etc...

Tout comme en Roumanie, le milieu ouvrier proprement dit manquait, les premières associations se formèrent parmi les *artisans* et les *petits patrons*, il s'agissait avant tout de consolider la petite industrie privée, les capitaux de la petite bour-

geoisie allemande, contre la concurrence étrangère.

Schulze-Delitzch, tout comme Bastiat, croyait à *l'harmonie d'un ordre naturel* ; la concurrence et le profit formaient tout aussi bien pour lui que pour son collègue français, les grands piliers de base de toute entreprise industrielle ou commerciale.

Par conséquent, la suite logique de ces idées venues du patrimoine de l'école libérale, était avant tout, *la défense absolue de toute immixtion de l'Etat* dans l'organisation comme dans la marche de toute société coopérative.

A ces débuts, le mouvement de solidarité allemand était donc, même pour son initiateur Schulze-Delitzch, une sorte de *société par actions* réunissant de petits artisans, dans le but de faire fructifier leurs modestes capitaux, dans des entreprises importantes. Une application de la même idée coopérative, un peu différente comme réalisation, mais identique comme but — relèvement des classes pauvres, — fut instaurée presque en même temps parmi les milieux paysans, par Raiffeisen.

En effet, si ces deux genres de coopérative: ouvrières et paysannes, différaient entre elles au point de vue des mises sociales, conditions d'admission, durée des prêts accordés, etc..., elles étaient tout à fait d'accord au point de vue du *propre secours*, ce fameux « *Selbsthilfe* ».

Notons encore bien, avant de finir de les caractériser, que les unes comme les autres, étaient des associations de *gens plus ou moins aisés*, respon-

sables solidairement sur leur fortune personnelle, des engagements pris ; qu'enfin les coopératives de type Schulze, comme celles de type Raiffeisen, étaient, ou tout au moins ont fini par être, de *pures institutions de crédit*.

De ce bref exposé, limité lui-même à trois pays seulement, on a pu suffisamment voir que les organisations coopératives ont fait leur apparition d'une façon isolée, parmi des catégories sociales hétérogènes, adoptant les manières de fonctionnement les plus différentes, poursuivant quelquefois des réalisations distinctes. Voici pourquoi, jusqu'à présent croyons-nous, on n'est pas encore arrivé à un système unitaire entre les rapports de ces différents genres de coopératives, voici encore pourquoi malgré tous les essais faits, une définition complète et irréprochable, comprenant tout le mouvement coopératif, n'a pas encore été donnée.

C'est assurément une des causes pour lesquelles de vives discussions existent encore, entre les représentants des coopératives agricoles, plutôt de production, et ceux des coopératives ouvrières de consommation.

Personne n'ignore que le Code allemand de la coopération élaboré en 1899 sous l'influence de Schulze-Delitzsch lui-même, restait hostile aux coopératives de consommation.

« *Allgemeiner Verband* », longtemps après sa naissance, a toujours exclu de son organisation les associations de type rochdalien.

Récemment, après la grande guerre, quand l'ex-

ministre italien Labriola présentait au Parlement son projet de loi pour la réforme de la coopération de son pays, il écartait de certains avantages les banques populaires.

Au point de vue *international même* on a : a) une Alliance coopérative internationale dont le siège est à Londres, concernant les coopératives de consommation; b) et une Ligue internationale des associations agricoles, établie à Berlin ; c) la Confédération internationale des coopératives de Rome, groupant les sociétés économiques avec un caractère chrétien-social.

Souvent dans l'intérieur des pays même, en exagérant l'esprit de séparatisme, on a pu voir des associations coopératives se groupant autour de diverses nationalités, ou bien de certains drapeaux politiques.

Si nous ne devenons pas trop fatigants, rappelons encore qu'au dernier Congrès international de Gand, en juin 1924, on a écouté Albert Thomas faisant des suggestions d'une organisation nouvelle coopérative dont le grand pivot serait *l'intérêt général*, autrement dit *l'intérêt du consommateur* ; la seule échelle menant au grand solidarisme social.

A-t-on ainsi résolu le difficile problème du *juste prix* ?

L'élégante notion du *service réciproque*, dorénavant suffira-t-elle à mettre définitivement d'accord consommateurs et producteurs ?

Il nous faut pour cela l'optimisme d'un Jacob Holyoke ou d'une Béatrice Potter Webb, pour les-

quels l'avènement d'une idéale république coopérative, d'où la concurrence et l'esprit de gain seront bannis, n'est aujourd'hui qu'une question d'heures.

Mais si en effet jusqu'à présent nous sommes encore loin d'avoir constaté une homogénéité dans l'organisation, comme dans les buts coopératifs, il n'est pas moins vrai que nous avons vu se dégager quelques *traits communs* à toutes les coopératives, comme encore des *essais*, et une *expérience* d'association.

Se fondant sur ces pâles ressemblances, nombre des économistes et des coopérateurs, ont essayé de formuler différentes définitions comprenant dans leur sphère toutes les variétés des coopératives. Voulant trop serrer, elles ont toutes abouti à être ou bien *trop concises*, donc incomplètes, ou bien *trop générales*, donc trop vagues.

Remarquons pourtant la difficulté de la tâche : il s'agissait de concilier des organismes avec des intérêts différents, par conséquent avec des buts opposés.

Donnons comme exemple des premières, cette définition de R. Deumer : « Nous avons une entreprise coopérative partout où nous observons l'identité entre la clientèle et l'entreprise. » Trop brève, cette définition reste inexacte.

Les coopératives de construction exécutent des travaux pour les tiers, par conséquent non pas ses membres, mais ses clients profitent de ses services.

M. Ch. Gide nous suggère comme trait dominant

de toute coopérative, *l'exclusion du profit*. Ces deux derniers mots ont provoqué de longues discussions dans le monde des coopérateurs. Bornons-nous ici à reproduire ce court mais intéressant passage de M. G. Tasca, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest.

« Certains coopérateurs ont affirmé que ce qui
« caractérise la société coopérative *c'est la suppres-*
« *sion du profit*. Assurément, si la chose était exacte,
« elle sortirait de la sphère d'action des entreprises
« capitalistes.

« Mais le fait n'est pas exact. La coopérative a
« une structure purement capitaliste, et dans une
« entreprise capitaliste le profit ne peut pas être
« supprimé. Si une société coopérative, tout
« comme une entreprise capitaliste, n'avait pas une
« marge de gain entre le prix de revient et le prix
« de vente ; si elle ne cherchait pas, si elle ne s'effor-
« çait pas à produire avec un minimum de frais de
« production et à un prix inférieur à celui du mar-
« ché, dans ce cas-là l'entreprise coopérative malgré
« tous les efforts faits de la part de ses conducteurs
« ne réussira jamais à prospérer, elle s'atrophiera,
« aboutissant peu à peu à sa propre destruction.

« Ce que toutefois on peut dire avec juste raison,
« c'est que tandis que dans les sociétés capitalistes
« le profit forme le *but final et le motif* pour lequel
« s'est organisée la société, les coopératives ont un
« autre but. Elles ne sont pas agencées en vue d'un
« profit, mais pour la satisfaction des besoins.

« *Par conséquent ce n'est pas la suppression du profit qui caractérise la société coopérative, mais la façon dont ce profit est distribué.* »

Nous ne pouvons pas savoir si c'est là l'opinion de M. Ch. Gide ; ce que nous avons voulu souligner c'est l'équivoque à laquelle donne naissance les deux derniers mots de la définition du professeur français. En effet M. Ch. Gide a-t-il voulu entendre par : *l'exclusion du profit*, l'élimination de tout bénéfice, et dans ce cas sa définition restera un peu isolée, où bien l'exclusion seulement du *profit non mérité, mal réparti*, et dans cette lumière, l'accord entre les deux professeurs reste parfait.

Par ailleurs M. Charles Gide définit les coopératives comme des associations poursuivant la stabilisation du *juste prix*. Si cette formule est moins vague que la première, elle reste aussi, à notre humble avis, incomplète, car en dehors du juste prix les coopératives poursuivent encore d'autres buts : comme l'intérêt du travail, l'exclusion des capitalistes et des intermédiaires, etc...

Dans la seconde catégorie des définitions, incomplètes parce que trop vagues, citons à titre d'exemple, entre autres celle de Henrich Kaufmann, le chef du mouvement coopératif de consommation en Allemagne : « Les coopératives sont des sociétés avec un nombre illimité de personnes, ou associations de personnes, qui par libre consentement et sous le régime d'une responsabilité et répartition égale, passent des fonctions économiques (*gewerteibe*) de leur

affaire, à une exploitation commune, dans le but de réalisations économiques. »

Par conséquent ce que veut nous apprendre cette définition, c'est que le trait dominant de toute coopération est de faire passer *certaines opérations* exécutées par une seule personne à une *pluralité d'individus*, en vue de réaliser des avantages économiques.

Mais en admettant cette note comme commune à toute association coopérative, pareille organisation n'est-elle pas encore caractéristique de toute entreprise capitaliste ?

Les sociétés commerciales, les cartels, les trusts, les syndicats, ne restent-ils pas toujours des associations de personnes qui accomplissent certains actes, dans le but de réaliser des avantages économiques ?

Après cette exposition sera-t-il encore utile d'énumérer les autres définitions de la coopération faites par Hans Müller, Totomiantz, Tugan Baranowski, etc. ? Nous ne le croyons pas, parce que nous sommes convaincus que les organismes coopératifs sont des entités vivantes soumises aux lois de l'évolution, parce que nous les avons vu naître dans les circonstances les plus variées, pour les raisons les plus différentes et dans les milieux les plus dissimilaires.

Dire que toutes les coopératives poursuivent l'affranchissement des classes pauvres de la domination des classes capitalistes, ou qu'elles désirent avec l'abolition de la concurrence, le règne du consom-

mateur, ou bien affirmer que la coopération a comme but, non pas la distribution des grands dividendes mais la satisfaction des besoins, etc., c'est peut-être formuler des pierres de touche, des mesures d'essais, assurément très intéressantes, mais non pas indiquer la vie, dans sa complexité, d'une société coopérative définitivement viable. Nous voulons autrement dire, que le grand nombre de définitions qu'on a données de la coopération en général, sont pour nous comme ces beaux diagrammes dont les naturalistes se servent pour déterminer certaines variétés de plantes, mais qui ne donnent pas l'ensemble des règles que le jardinier doit observer pour faire fleurir ses rosiers, et qui sont plus ou moins spéciales à chacun d'eux.

Voici pourquoi nous croyons utile, avant de porter un jugement sur le mouvement coopératif en Roumanie, et spécialement sur la coopération forestière, de déterminer quelle est la place de ce courant solidariste, dans la variété de la coopération mondiale, et enfin d'observer de plus près si nos sociétés forestières respectent les grands piliers de base, pouvant entrer dans ce cas dans les cadres d'une vraie coopération.

Certains de nos écrivains, examinant la question de la coopération roumaine, se plaçant à un point de vue tout à fait théorique, ont terminé évidemment par la renier complètement.

D'une façon schématique, on partait de ces deux prémisses : tout mouvement coopératif ne peut être

que le fruit d'un Etat capitaliste arrivé à sa maturité, la Roumanie n'a jamais passé par cette phase, et le syllogisme devenait complet, par ce que la Roumanie est incapable d'avoir une organisation coopérative (1).

Toute notre floraison de banques populaires, n'était d'après cet auteur, qu'une première marche vers un capitalisme supérieur venant en aide aux classes paysannes menacées par l'usure des juifs.

Si dans cette affirmation il y a certainement beaucoup de vérité, expliquant une grande partie des erreurs de la coopération roumaine, elle n'est pas assurément la vérité elle-même.

Nous avons eu même ici, l'occasion de constater, que l'Allemagne justement encore si éloignée d'une phase capitaliste arrivée à sa maturité, recevait les premières idées coopératives d'ailleurs. Nous avons ensuite pu voir comment ces théories ont été mal accueillies dans certains milieux, combien encore le paysan allemand, tout comme le laboureur roumain, était en proie aux usuriers des campagnes. Situation qui n'a pas toutefois empêché ni Schulze, ni Raiffeissen, de fonder un mouvement coopératif allemand, adapté à ces milieux humbles, mouvement qui, imprégné après d'un caractère tout à fait national, fut imité dans maints pays étrangers.

D'autres économistes roumains plus modérés, et d'après nous très près de la vérité, ont établi une distinction dans notre mouvement coopératif, classi-

1. S. Zeletin, *La coopération roumaine*.

fiant toutes ces associations au point de vue de leur esprit de solidarité en : *coopératives formalistes*, *coopératives individualistes* et enfin, *vraies coopératives* (1).

Dans la première catégorie on rangeait les associations formées par des membres qui recevaient plutôt une certification de coopérateur, restaient ensuite complètement indifférents à la marche de leur société. Dans la seconde catégorie entraient les associations, composées de personnes qui, malgré leurs idées capitalistes et une haine vouée à toute coopération, devenaient pourtant membres de ces associations, seulement dans le but de servir leurs propres intérêts personnels. Enfin la troisième catégorie comprenait tous les groupements d'hommes imprégnés des bienfaits coopératifs, désirant sincèrement une démocratie économique.

Quant à notre opinion, nous croyons que si par mouvement coopératif on entend l'organisation sociale qui a pour but : le relèvement des classes pauvres, l'intérêt du travail, la suppression des intermédiaires, et la paix entre les classes sociales, on peut affirmer sans détour, qu'en Roumanie on a eu un réel courant coopératif.

Mais si ce mouvement s'est déclenché avec force dans les milieux paysans, serrés entre la concurrence des gros fermiers et la rapacité des usuriers étrangers, il n'est pas moins vrai que même dès sa nais-

1. Voir, J. Raducanu : *La coopération roumaine dans le cadre de la coopération mondiale*.

sance, ce mouvement inspiré de la coopération allemande, s'est éloigné d'elle, et malheureusement par plus d'un endroit. Toute vie et éducation chrétienne, dans lesquelles se sont développées les sociétés paysannes d'un Raiffeisen, tout le fameux « Selbsthilfe » d'un Schulze Delitzsch, pour ne pas parler que des piliers de base, devaient s'effondrer, pour faire place en Roumanie, à *l'intervention obligatoire et directe de l'Etat*.

La Banque d'Emission mettait à la disposition des classes rurales ses larges crédits, l'Etat ses vastes richesses immobilières, ses contrôleurs et ses spécialistes, tuant ainsi non pas seulement toute initiative, mais hélas tout esprit d'éducation et de solidarité coopérative.

Cette tutelle administrative devait conduire dans les années d'après la guerre, à une double crise d'ordre *moral et financier*, qui n'étonnait du reste personne de tous ceux qui ont eu le temps d'approfondir quelque peu les grands principes de toute coopération.

Sans nous attarder sur elles, disons seulement que la première, tient surtout à un manque d'esprit de solidarité, d'expérience et de culture, enfin à la plus ou moins grande indifférence des gouvernements, une fois la grande réforme agraire accomplie. Les 70 *Caisses de crédit agricole*, récemment instaurées chez nous et financées par la Banque d'Emission, et en pleine concurrence avec les *banques populaires*, nous paraissent encore comme les tristes augures d'un encouragement coopératif futur. Les

quelques coopératives de consommation, créées littéralement par l'Etat, tout comme dans la Russie bolchevique, ne pouvaient encore qu'augmenter la méfiance et le discrédit dans les milieux des vrais coopérateurs.

Quant à la *crise financière*, elle nous apparaît sous la forme de l'exagération des demandes de crédit des unités de premier et second degré, et par une visible stagnation de la production.

A propos de cette situation, un économiste et coopérateur de marque, M. J. Raducanu, nous disait dans une conférence récente : « Une coopérative
« arrive à accomplir son but quand elle donne un
« plus de production, et quand elle répartit plus
« équitablement le revenu national dans le sein d'une
« société. Par contre, une entreprise coopérative, si
« haute soit-elle, centrale, ou le plus bas possible sur
« cette échelle, simple unité coopérative, qui gagne
« sa vie, diminuant la production du pays, qui gagne
« sans faire une meilleure répartition du revenu
« national, cette coopérative n'est qu'une *société*
« *parasitaire* qui ne vit que du *droit de monopole*
« *que l'Etat lui donne* ».

Voici donc de quelle façon, oubliant en Roumanie un peu trop la fameuse devise de « selfhelp » anglais et « selbsthilfe » allemand dont nous avons parlé dans maints endroits de notre thèse, on finissait par faire rentrer par la fenêtre, et sous une forme différente, le *parasitisme* des intermédiaires et des marchands spéculateurs, qu'on expulsait par la porte.

Sur l'abondance des *fonds* que l'Etat a toujours avancés à ces coopératives, un vaste *rouage administratif* s'est développé peu à peu, avec une armée entière de : directeurs, économistes, techniciens, inspecteurs, etc...

S'il n'est pas étonnant de rencontrer dans les cadres de cette bureaucratie les partisans les plus vifs de l'intervention de l'Etat dans la coopération, il n'est pas moins vrai qu'il serait injuste de soutenir que chez nous un mouvement coopératif aurait pu exister, sans le large secours venu de la part des divers gouvernements.

D'un côté, la pauvreté, le manque d'instruction, l'inexpérience des affaires de notre paysan ; d'un autre, la crainte des établissements de crédit capitalistes, dont on connaît l'esprit dominant et accapareur, formaient autant de motifs qui commandaient l'immixtion de l'Etat.

Et dans ce cas l'interrogation lumineuse de M. St. Zeletin, sur l'existence d'une coopération roumaine, ne nous paraît-elle tout au moins, comme une explication des grands malaises dont souffre notre mouvement coopératif ?

Dans tous les cas, si le rôle de l'Etat comme éclairer, comme facteur de propagande, comme auxiliaire financier même, dans une certaine mesure, reste encore acceptable, l'immixtion de cet Etat dans la gestion des associations coopératives, avec le rouage entier : des inspecteurs, des techniciens, des capitaux dépassant l'avoir social, nous paraîtra toujours

comme une grave erreur coopérative, tout au moins si on tient à ce mot.

Revenant après ce long détour à nos *associations forestières*, qui ne sont aujourd'hui que les fortes branches du même arbre coopératif, nous constaterons chez elles les mêmes qualités et les mêmes défauts qu'au courant tout entier.

Avant tout, les sociétés forestières sont par leur objet, et par la définition statutaire, des *coopératives de production*, organisées dans le but de l'exploitation et de la vente des produits ligneux de toutes sortes. Or la longue expérience de la coopération, nous a montré, que presque partout où ce genre de coopération a essayé sa chance, les résultats ont été nuls ou très médiocre, faute des grands capitaux propres.

En effet, cette expérience s'est encore une fois de plus répétée chez nous. Dès le commencement même, ces coopératives forestières ont eu besoin d'argent, pour une multitude d'opérations : achats des forêts, installations d'usines, constructions de chemins de fer à voie étroite, constructions de ponts, des canaux pour l'écoulement du bois, enfin encore de l'argent pour le paiement des bûcherons travaillant dans leurs forêts, et qui malheureusement dans la majorité des cas, ne sont donc pas membres des coopératives exploitatrices.

Par conséquent, ces sociétés forestières au lieu d'appuyer *leur prospérité sur le travail de leurs membres*, ce qui serait dans l'esprit des statuts et celui des fondateurs, font venir des distances

considérables (Bucovine et Maramures), des milliers de travailleurs salariés, qui installés provisoirement au cœur des forêts, peinent pour ces coopératives, justement comme ils le feraient pour le compte des sociétés capitalistes.

Dans cette regrettable situation, ce qui nous frappe et en dehors de la spéculation des ouvriers par des ouvriers, c'est surtout comme on le voit, cette perte énorme des bénéfices sociaux, due à la rémunération du travail étranger, surtout dans ces entreprises forestières où il y a presque tout à faire. En effet, supposant que la valeur d'une coupe debout peut être représentée par l'indice 1, dans ce cas le coût du travail de *transformation* peut être facilement représenté par l'indice 8. Autrement dit, si un stère de sapin debout coûte 10 lei or, sa transformation par le travail consistant dans l'abattage, l'écorçage, le transport aux canaux, le glissement sur les rigoles, etc., le rend huit fois plus cher, à savoir 80 lei or.

C'est donc précisément ce capital-travail, que les entrepreneurs versent en espèces de leurs propres caisses, et que les coopératives forestières ayant la possibilité de l'épargner, ne le font pas, ayant la facilité d'invoquer en leur faveur le malheureux article 22 des statuts.

Ensuite, et pour la raison que les paysans membres de ces sociétés devaient être pauvres, l'Etat par l'intermède de la Centrale des coopératives s'est vu dans l'obligation de leur *avancer des capitaux* avec

un intérêt de 9 et 10 %, alors que sur le marché les taux des intérêts étaient de 20 ou 25 %.

Cette Centrale des coopératives trouvait elle aussi sa vie, la Banque d'émission lui prêtant des sommes d'argent respectables, pour 5 ou 6 %. On a pu voir d'un autre côté au cours de cet ouvrage, comment les sociétés forestières, à l'abri des adjudications, obtenaient à l'amiable de la *Caisse des Forêts* les terrains boisés les plus riches, et les mieux situés.

Dans cette condition, jouissant d'un côté d'un large crédit et dans les meilleures circonstances financières, d'un autre, ayant la possibilité d'obtenir de vastes superficies forestières sans concurrence aucune, telle est d'après nous l'explication de l'éclatant développement de ces coopératives d'exploitation. De l'examen détaillé que nous avons entrepris à notre chapitre VI, sur la grande société « Albina », on a pu d'un autre côté, se rendre compte suffisamment des maux secondaires dont souffrent en général nos coopératives forestières, à savoir : la mauvaise foi, le manque des connaissances économiques, le trop grand désir de lucre, etc. Ajoutons ici en plus, que malgré leur grand développement actuel, les coopératives forestières ne représentent au point de vue industriel, que 12 % de ce que les entreprises capitalistes exploitent pour leur compte propre.

Quant à la dispersion de ces associations par rapport au pays, elle reste très inégale.

Regardant une carte coopérative, on peut voir

facilement que la majorité des coopératives forestières sont répandues tout le long de la chaîne carpathique, descendant de temps en temps les grandes rivières de l'ancien royaume, mais chose caractéristique, elles n'affectent qu'assez rarement les provinces nouvellement rattachées à la patrie-mère, malgré leur incontestable richesse forestière.

L'explication doit être surtout trouvée dans le fait, qu'une fois la guerre finie, les magnats hongrois et les nobles autrichiens — presque les seuls propriétaires des domaines forestiers — dans la crainte de ne pas être expropriés par l'Etat roumain, se sont pressés de vendre toutes leurs propriétés, à des prix souvent modiques, à des sociétés capitalistes étrangères, qui aujourd'hui détiennent la grande majorité des coupes en exploitation, provoquant souvent l'inquiétude des gouvernants roumains.

Nous arrêter ici serait toutefois regarder la question d'un seul œil, parce que ces associations forestières ont rendu des services réels au pays.

En effet, ce sont elles qui en 1919 — alors qu'aucun entrepreneur particulier ne voulait s'engager — ont recommencé l'exploitation des grands massifs forestiers, aidant ainsi à la normalisation du marché du bois. Ce sont elles qui ont débité à la population nécessiteuse les premiers matériaux ligneux délaissés par l'armée ennemie. Ce sont toujours ces sociétés forestières, qui refoulant vers leurs pays d'origine les capitaux étrangers, se sont en même temps rendu

compte de la nécessité de régénérer les bois exploités, créant des pépinières et combattant dans les limites du possible, le fléau des insectes dévastateurs.

Mais d'après nous, le grand encouragement matériel donné à ces coopératives forestières, et commencé surtout après la guerre, a été principalement fait dans un but de *justice* et de *haute politique sociale*.

La grande Réforme agraire, dont la fin était l'attribution des terrains arables aux classes paysannes, n'a pu atteindre toute sa portée dans les régions montagneuses où les terres de culture étaient trop clairsemées. La constitution des *prairies communales* dans le but d'élevage du bétail, ne résolvait le problème qu'incomplètement, il fallait développer dans ce cas l'industrie; la prospérité immédiate des coopératives forestières s'est présentée à nos gouvernants comme une occasion, et un devoir national.

Vu : le Président de la thèse,
OUALID.

Vu : le Doyen,
BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le sol et la race.</i>	17
CHAPITRE II. — <i>La situation orographique de la Roumanie.</i> Superficies forestières, leur distribution par rapport avec les essences ligneuses, et la population. . . .	27
CHAPITRE III. — <i>La protection des forêts à travers les âges.</i> Aperçu historique de la législation forestière en Rou- manie. Code de 1910. L'Administration des forêts en Roumanie. Etudes sur les lois qui ont accordé à l'Etat le droit d'éluder la vente aux enchères des bois, au bénéfices des coopératives forestières.	36
CHAPITRE IV. — <i>L'Industrie et le commerce du bois en Rou- manie.</i> — Statistiques. Sociétés étrangères d'exploita- tion forestière. Situation de la petite industrie, des entreprises forestières coopératives et de la grande et moyenne industrie du bois. Données statistiques sur le fonctionnement et le matériel des coopératives forestières, travaillant avec de grands capitaux. Quelques mots sur le commerce forestier.	62
CHAPITRE V. — <i>Le mouvement coopératif en Roumanie.</i> .	79
CHAPITRE VI. — <i>La coopérative forestière en Roumanie.</i> — Naissance. Organisation. Appréciations financières et économiques. — Un exemple significatif : la société coopérative <i>Albina.</i>	99

CONCLUSIONS. — Conclusions sur le mouvement coopératif à l'étranger et en Roumanie. Qu'est-ce que la coopération ? Par quoi la coopération roumaine s'éloigne de la grande et vraie coopération d'ailleurs. Les tares et les bienfaits du mouvement coopératif forestier roumain.	130
---	-----

